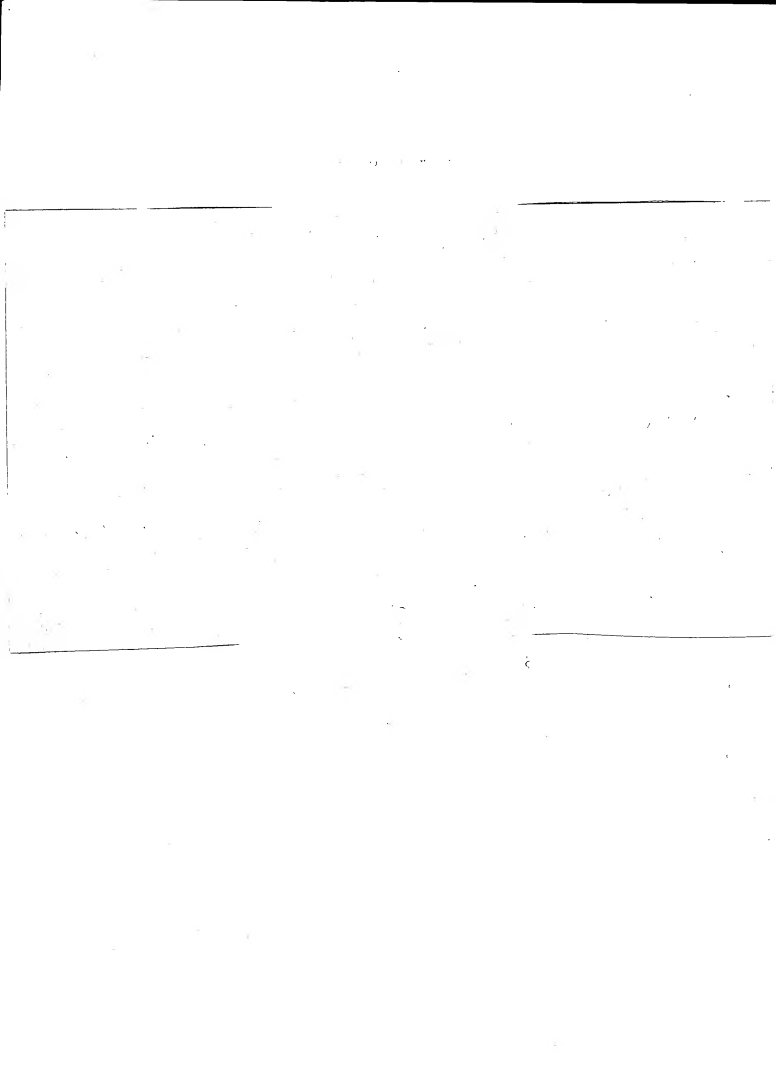


Recensement du Canada



Canada

 à
**votre
service**



STATISTIQUE CANADA

Direction de la statistique des
ménages et du recensement



POINTS SAILLANTS:

RECENSEMENT DU CANADA DE 1981

Un compendium de six articles sur le recensement de la population et du logement de 1981 parus dans la **Revue Statistique du Canada** (n^o 11-003F au catalogue) entre juin et décembre, 1983

Avril 1984

8-5200-868

N° de catalogue 92-X-535F

ISBN 0-660-91238-4

Ottawa

An English copy of this publication is available on demand (No 92-X-535E)

cat. No 92-535F

Table des matières

	Page
Recensement de la population de 1981: Quelques faits saillants (Partie 1) E.T. Pryor	1
Recensement de la population de 1981 (Partie 2) Grandes Lignes Socio-culturelles E.T. Pryor	6
Le Recensement de la population de 1981 (Partie 3) Evolution de la population active Douglas Norms et du Canada au cours des années 1970 Pat Grainger	13
Recensement de la population de 1981 (Partie 4) Faits saillants sur le logement G.E. Priest	24
Recensement de la population de 1981 (Partie 5) Points saillants relatifs à l'éducation G.A. Mori	33
Recensement de la population de 1981 (Partie 6) Changements observés au niveau du profil académique, du profil d'activité et du revenu de la famille. 1970-1980 A. Rashid	45

Recensement de la population de 1981: Quelques faits saillants (Partie 1)

* E.T. Pryor

Le douzième recensement decennal du Canada a eu lieu le 3 juin 1981. On procede actuellement a la diffusion d'une vaste gamme de statistiques presentant les donnees reperes sur le plan demographique, social et economique de la derniere decennie. On trouvera dans les prochains numeros de la *Revue statistique du Canada* les faits saillants de la premiere analyse de quelques-unes de ces donnees. Dans la presente livraison, nous passerons en revue les points dynamiques fondamentaux de la population du Canada entre 1971 et 1981. Dans ce contexte, les points dynamiques s'entendent des principaux evenements demographiques, des modifications au niveau de la modalite de vie ainsi que de la migration de la population canadienne.

C'est maintenant devenu un cliché que de parler des années 1970 comme d'une période d'évolution rapide. A partir des statistiques des recensements de 1971, 1976 et 1981, on pourra évaluer le caractère dynamique de ces modifications par rapport à la composition de la population, à la façon dont nous vivons avec les autres et à la portée de la redistribution démographique au Canada.

Changements démographiques

Il y avait 24,343,181 personnes¹ le 3 juin 1981, soit 12.9 % de plus qu'il y a dix ans. Ce taux d'accroissement est cependant le plus faible que l'on ait enregistré pendant une décennie, depuis les années 30 (10.9 % d'augmentation entre 1931 et 1941). Même à cela, la croissance absolue de 2,774,870 personnes observée entre 1971 et 1981 est la troisième hausse décennale en importance de toute l'histoire du Canada. L'accroissement naturel, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès, est intervenu pour environ 69 % des 2.8 millions, la migration nette constituant le reste (31 %). Entre 1961 et 1971, les chiffres correspondants avaient été de 78 % (accroissement naturel) et 22 % (migration nette). Ce changement s'explique principalement par la baisse de fécondité aux cours des années 1970, alors que l'on avait connu une explosion démographique pendant les années 1960.

Âge

Au cours des années 1970, la population a sans conteste vieilli. Ce vieillissement de la population canadienne s'explique par une baisse vertigineuse de la fécondité pendant les années 1970 et par une espérance de vie accrue. La pyramide de la population présentée ci-après indique les variations selon l'âge et le sexe entre 1971 et 1981. Il est intéressant de noter qu'avec une augmentation de 35.3 % de la population de 65 ans et plus, laquelle a été plus que compensée par une diminution de 14.1 % de la population de 14 ans ou moins, le rapport (de dépendance) de ces populations à la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) a baissé de 60.4 à 47.5. On peut aussi analyser d'un autre point de vue cette variation au niveau de l'âge. En effet, l'âge médian de la population du Canada a monté de presque 13 %, passant de 26.2 en 1971 à 29.6 en 1981 (voir le tableau 1). C'est de loin l'âge médian le plus élevé qui ait jamais été atteint au cours du présent siècle.

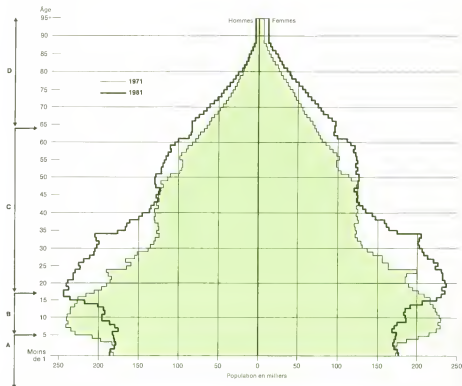
Tableau 1

ÂGE MEDIAN

Année de recensement	Âge médian
1901	22.7
1911	23.8
1921	24.0
1931	24.8
1941	27.1
1951	27.7
1961	26.3
1971	26.2
1981	29.6

* E.T. Pryor est le chargé de projet du recensement de 1981.

Pyramide des âges de la population du
Canada, 1971 et 1981



- (A) Âge préscolaire (0-5 ans)
(B) École primaire et secondaire (6-17 ans)
(C) Population en âge de travailler (18-64 ans)
(D) Âge de la retraite (65 ans +)

Sources: Recensement du Canada de 1971 n° 92-716 au catalogue, tableau 14
Recensement du Canada de 1981 n° 92-901 au catalogue, tableau 2

Tableau 2

GROUPES D'ÂGE, 1971-1981

Groupes d'âge	Population		Taux de variation
	1971	1981	
0-4	1,816,155	1,783,375	- 1.8
5-14	4,564,745	3,697,735	-19.0
15-19	2,114,345	2,314,885	+ 9.5
20-34	4,778,950	6,559,995	+37.3
35-64	6,549,725	7,626,220	+16.4
65+	1,744,410	2,360,975	+35.3
TOTAL	21,568,310	24,343,181	+12.9

Si l'on regarde plus attentivement les changements particuliers selon les groupes d'âge, on voit que le tableau 2 nous renseigne sur les fluctuations importantes des tendances selon l'âge. C'est chez la population de jeunes adultes (entre 20 et 34 ans) que l'on a observé le plus fort gain en pourcentage puisque celui-ci s'établit à 37.3 %. Pour 1981, il s'agissait de la génération d'après-guerre née entre 1947 et 1961. De plus, comme on l'indique précédemment, la population âgée (65 ans ou plus) s'est accrue de plus du tiers (+35.3 %). Ces changements de base dans la composition par âge résument les répercussions démographiques des années 1970 sur les institutions canadiennes et la structure de l'économie : 1) la baisse de presque 900,000 personnes d'âge scolaire (entre 5 et 14 ans), 2) la hausse de presque 1.8 million de gens en âge de travailler (20-34 ans); et 3) l'accroissement de plus de 600,000 personnes dans la population âgée (65 ans ou plus). À elles seules, ces trois tendances démographiques ont suscité un vif intérêt et ont fait couler beaucoup d'encre (à mesure que l'appareil économique, social et politique du Canada tentait de faire face aux répercussions de ces tendances).

Fécondité

Depuis les années 60, les modifications au niveau de la fécondité sont saisissantes. Grâce aux renseignements du recensement de 1981 sur le nombre d'enfants mis au monde, la baisse de fécondité depuis les années 60 devient plus évidente. Le tableau 3 compare les générations de femmes de 1941/1961/1981 sur le plan de la descendance finale (c'est-à-dire le nombre moyen d'enfants déjà nés) selon le groupe d'âge. Pour l'ensemble des groupes d'âge, les taux de 1981 ont regagné de façon marquée depuis 1961 et ils sont en général inférieurs à ceux que l'on avait observés 40 ans plus tôt. Cette baisse est imputable aux mariages sur le tard, à un accroissement de l'activité sur le marché du travail, au contrôle des naissances et à un plus grand nombre de ruptures matrimoniales par séparation ou par divorce. Pour les années 80, il reste à savoir si le faible niveau de fécondité de 1981 chez les jeunes femmes (20 à 34 ans) se maintiendra ou si il représente une fécondité retardée, c'est-à-dire un nouveau mode de vie dans lequel l'entrée sur le marché du travail et la poursuite de la carrière précèdent, au lieu de suivre comme dans le passé, la période de procréation.

Tableau 3

FEMMES NON CÉLIBATAIRES SELON LE GROUPE D'ÂGE ET LE NOMBRE D'ENFANTS MIS AU MONDE (PAR 1000 FEMMES), 1941, 1961 ET 1981

Groupe d'âge	1941 ¹	1961 ²	1981 ³
15-19	529*	735	429
20-24	1,003	1,327	687
25-29	1,640	2,178	1,285
30-34	2,425	2,775	1,880
35-39	3,206	3,102	2,330
40-44	3,795	3,231	2,842
45+	4,414	3,513	3,304
TOTAL	3,341	2,987	2,493

* Moins de 20 ans

¹ *Huitième recensement du Canada, 1941*, Vol. III, tableau 51

² *Recensement du Canada de 1961*, Bulletin 4.1-8, tableau H1

³ *Recensement du Canada de 1981*, données inédites

Modalité de vie

Parallèlement à la modification de la composition démographique de base de notre pays, ces tendances ont amené les Canadiens à vivre différemment. En effet, la baisse de la fécondité et l'augmentation des divorces, le taux de mortalité différent chez les hommes et les femmes âgés ainsi que les autres changements socioculturels se sont repercutés sur les ménages et les familles.

La taille moyenne du ménage a continué de baisser puisqu'elle se situait à moins de trois personnes par ménage en 1981. De fait, la baisse enregistrée au cours de la décennie 1971-1981 (de 3.5 à 2.9) a été la plus forte enregistrée au cours du présent siècle. L'accroissement du nombre de ménages (37.1 %) a été de beaucoup supérieur à celui de la population (12.9 %) au cours de la décennie. Cette progression du nombre de ménages a eu comme principal résultat de faire augmenter la proportion de Canadiens qui vivent seuls. En 1981, un cinquième des ménages n'était composé que d'une personne. Ce pourcentage fait contraste avec ceux enregistrés en 1971 (13.4), en 1961 (9.3 %) et en 1951 (7.4 %). Ce qui est encore plus frappant, c'est que le nombre de Canadiens vivant seuls a plus que doublé au cours de la décennie, passant de quelque 812,000 en 1971 à presque 1.7 million en 1981. Cette augmentation s'est surtout fait sentir auprès des gens âgés, la proportion des personnes de 65 ans et plus vivant seules a augmenté de 76.6 % entre 1971 et 1981.

Migration

Entre 1971 et 1981, toutes les provinces et les territoires ont enregistré un gain de population (tableau 4). Cependant, seules l'Alberta (37.5 %) et la Colombie-Britannique (25.6 %) ont affiché des gains supérieurs au taux d'accroissement national (12.9 %). De fait, plus de 42 % de la croissance démographique au Canada pendant la décennie s'est produite dans ces deux provinces alors qu'en 1981 celles-ci ne comprenaient que 20.5 % de la population canadienne. De toute évidence, la migration interne a joué un grand rôle à cette redistribution de la population du pays vers l'Ouest, puisque seules l'Alberta et la Colombie-Britannique ont enregistré un gain de population à la suite du mouvement migratoire. Toutefois, la migration interprovinciale est un phénomène beaucoup plus complexe qu'une seule gravitation des gens vers l'Ouest. Ainsi, même si le plus fort courant migratoire interprovincial a été enregistré de l'Ontario vers l'Alberta entre 1976 et 1981 (126,730 personnes), l'Ontario a quand même reçu 123,710 personnes du Québec. Au cours de la même période, 39,385 Ontariens ont déménagé au Québec. Voici les cinq principaux courants migratoires interprovinciaux révélés par le recensement de 1981:

1) Ontario vers Alberta	126,730
2) Québec vers Ontario	123,710
3) Ontario vers Colombie-Britannique	75,825
4) Alberta vers Colombie-Britannique	73,865
5) Colombie-Britannique vers Alberta	65,410

Compte tenu de la volatilité de la migration interprovinciale, de quelle façon les grands schémas de migration ont-ils changé au Canada? Le Canada devient-il une société beaucoup plus mobile?

Tableau 4

POPULATION: CANADA, PROVINCE ET TERRITOIRES, 1971-1981

Province/territoire	1971	1981	Taux de variation
	(en milliers)		
Terre-Neuve	522	568	+ 8.8
Île-du-Prince-Édouard	112	123	+ 9.8
Nouvelle-Écosse	789	847	+ 7.4
Nouveau-Brunswick	635	696	+ 9.6
Québec	6,028	6,438	+ 6.8
Ontario	7,703	8,625	+12.0
Manitoba	988	1,026	+ 3.8
Saskatchewan	926	968	+ 4.5
Alberta	1,628	2,238	+37.5
Colombie-Britannique	2,185	2,744	+25.6
Yukon	18	23	+27.8
Territoires du Nord-Ouest	35	46	+31.4
TOTAL	21,568	24,343	+12.9

Pour pouvoir répondre à ces questions, nous avons agrégé (tableau 5) les données à la question comparable sur la migration qui avait été posée au recensement, c'est-à-dire l'endroit où la personne demeurait cinq ans auparavant, afin de pouvoir examiner les changements migratoires. La conclusion générale que l'on tire du tableau 5 est que, contrairement à l'opinion populaire, le taux de mobilité des Canadiens est demeuré à peu près le même au cours de la décennie. Tout près de quatre personnes sur cinq (de 5 ans ou plus) vivaient dans la même municipalité qu'il y a cinq ans et ce, pour les trois années de recensement (1971-1976-1981). Plus de la moitié de la population demeurait dans le même logement. La seule tendance évidente pendant cette décennie a été l'accroissement du pourcentage de personnes qui ont changé de province. Cependant, le schéma national ne présente pas d'écart marqué au niveau de la migration interprovinciale. Ainsi, si l'on regarde les chiffres de la période 1976-1981, plus particulièrement les 1,060,390 migrants intermunicipaux au Québec, moins de 6 % de ce nombre provenaient d'une autre province. Par contraste, presque 55 % des migrants intermunicipaux en Alberta provenaient de l'extérieur de cette province. De toute évidence, de si grands écarts régionaux au niveau de la mobilité nécessiteront une analyse approfondie de la migration, plus spécialement avec d'autres caractéristiques démographiques et, entre autres, l'activité sur la marche du travail. La comparaison des caractéristiques des quatre cinquièmes de la population non migrante par rapport à celles du cinquième de la population migrante nous révélera s'il existe de nouveaux schémas clairs de migration.

Conclusion

Cet aperçu nous a révélé des changements importants et des signes de stabilité au niveau des indicateurs de base de la population du Canada.

Les variations démographiques dans la structure par âge de la population ajoutent de nouvelles tensions inévitables dans la société canadienne. Les modifications au niveau de la structure des ménages et des familles laissent poindre de nouvelles préoccupations dont devront tenir compte les politiques à l'endroit des ménages et des familles. En dernier lieu, la redistribution permanente de la population vers d'autres régions, en grande partie par voie de migration interne, nécessitera une étude soignée des repercussions qu'entraîneront les gains et les pertes démographiques de ces régions et des changements démographiques ultérieurs qui se produiront probablement dans les années 1980.

Renvois

¹ Le taux de sous-dénombrement en 1981, mesuré par la contre-verification des dossiers, s'est établi à 2.01 comparativement à 2.04 en 1976 et 1.93 en 1971.

Bibliographie

George, M V, *La croissance démographique au Canada*, Volume V (Partie 1), Etudes schematiques, recensement du Canada de 1971, n° 99-701 au catalogue, avril 1976

Harrison, Brian R, *Vivre seul au Canada Perspectives démographiques et économiques, 1951-1976*, n° 98-811 au catalogue (hors série), juin 1981

Comment obtenir des renseignements du recensement de 1981

Les données du recensement du Canada de 1981 existent dans une grande variété de publications. La *Série nationale* présente des statistiques pour le Canada, les provinces et les territoires. La *Série provinciale* s'attache aux comtés, aux municipalités et aux régions métropolitaines. Enfin, la *Série des profils* illustre des données sommaires pour certaines régions

géographiques comme les circonscriptions électorales fédérales, les régions métropolitaines de recensement, les secteurs de recensement et bien d'autres.

Outre les publications, des totalisations régulières et spéciales sont offertes sur imprimés d'ordinateur, microfiches, microfilms et bandes magnétiques. Des cartes et d'autres documents de référence géographique existent pour bon nombre de données. Il est aussi possible d'avoir accès en direct aux renseignements par le CANSIM, qui est le système d'extraction et la base de données ordinales de Statistique Canada.

Pour obtenir un exemplaire gratuit de *Produits et services du recensement du Canada de 1981*, prière de contacter le centre régional de référence le plus près.

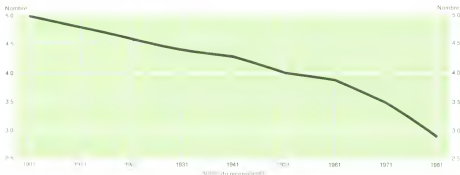
Tableau 5

MOBILITE, POPULATION DE 5 ANS OU PLUS 1966-1971, 1971-1976, 1976-1981

	1971	(pourcentage) 1976	1981
Est demeurée dans la même municipalité	79.4	77.6	79.2
Stable (même logement)	54.9	53.3	53.7
Déménagée dans un autre logement	24.5	24.3	25.5
Déménagée dans une autre municipalité	20.6	22.4	20.8
dans la même province	14.6	17.0	15.5
dans une province différente	4.5	4.5	5.3
non déclarée ¹	1.5	.9	—
TOTAL	100.0	100.0	100.0
(Nombres en milliers)	(19,717)	(21,239)	(22,280)

¹Déménagée, mais la province de résidence au début de la période n'a pas été indiquée

Nombre moyen de personnes par ménage



Recensement de 1981 (2^e Partie): Grandes Lignes Socio-culturelles

* Edward T. Pryor

Le recensement décennal est une riche source de renseignements sur les caractéristiques culturelles et sociales des Canadiens. Le recensement de 1981 fournit des données sur nos origines (origine ethnique, lieu de naissance, immigration), la langue (langue maternelle, langue parlée à la maison, utilisation des langues officielles), et la religion.

Une première analyse des données du recensement de 1981 entraîne deux remarques fondamentales

- (1) les caractéristiques sociales du Canada ont subi d'importantes modifications au cours des années 70 et
- (2) certaines différences culturelles régionales persistent et, à certains égards, ont été accentuées par les changements intervenus au cours de la décennie.

Origines des Canadiens

Origine ethnique. Lors du recensement de 1981, les répondants pouvaient, pour la première fois, indiquer plus d'une origine ethnique. Malgré tout, la grande majorité (92,4 %) n'ont indiqué qu'une seule origine ethnique. À l'échelle du pays, Britanniques et Français

comptaient pour les deux tiers de ceux qui n'indiquaient qu'une seule origine. Parmi ceux qui ont indiqué une origine multiple (1,838,615 personnes), environ 1,52 million (82,8 %) présentaient une combinaison qui comprenait au moins l'anglais et (ou) le français. Le tableau 1 donne un aperçu général de l'origine ethnique en 1981. La proportion de la population déclarant une origine multiple varie, entre les provinces, de 2,9 % à Terre-Neuve à 12,3 % en Alberta. Si on examine les provinces et les territoires sous l'angle du pourcentage des réponses autres que Britannique ou Français, les différences sont marquées. Deux provinces (le Manitoba et la Saskatchewan) contiennent une majorité de personnes dont l'origine n'est ni britannique ni française. L'origine allemande est la plus fréquente dans ces deux provinces, comptant pour 10,7 % au Manitoba et 16,9 % en Saskatchewan. Bien que l'origine britannique soit largement distribuée dans tout le Canada (sauf au Québec), presque les quatre cinquièmes (79,3 %) de la population d'origine française est concentrée au Québec. En fait, 93,3 % de ceux qui ont répondu Français (origine unique) sont concentrés à l'intérieur du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Le Canada demeure un pays de contrastes régionaux, depuis l'homogénéité britannique de Terre-Neuve à la variété d'origines européennes des provinces des Prairies. De toute évidence, il n'existe aucune origine culturelle qui soit prédominante pour l'ensemble du pays. L'origine britannique obtient 43,5 % des réponses (origine unique) et l'origine française (29,0 %) et "autre" (27,6 %) sont presque

* 1981 Charge de projet — recensement de 1981 D. Norris L. Albert et I.P. Foley ont fourni une assistance extrêmement précieuse à la préparation de ce texte.

TABLEAU 1
Distribution de la population selon l'origine ethnique,
Canada et provinces ou territoires, 1981

Province	Total		Origine unique	Origine multiple	Total	Origine unique		
	Nombre	%				Britannique	Française	Autre
Terre-Neuve	563,750	100,0	97,1	2,9	100,0	94,9	2,8	2,3
Île-du-Prince-Édouard	121,225	100,0	92,8	7,2	100,0	82,0	13,1	3,9
Nouvelle-Écosse	839,606	100,0	91,4	8,6	100,0	79,3	9,3	11,4
Nouveau-Brunswick	689,375	100,0	94,2	5,8	100,0	56,8	38,7	4,5
Québec	6,369,066	100,0	98,0	2,0	100,0	7,8	81,6	10,4
Ontario	8,534,265	100,0	90,8	9,2	100,0	57,9	8,4	33,7
Manitoba	1,013,705	100,0	90,0	10,0	100,0	41,0	6,1	50,9
Saskatchewan	956,440	100,0	89,2	10,8	100,0	42,9	5,5	51,6
Alberta	2,213,050	100,0	87,7	12,3	100,0	49,6	5,8	44,6
Colombie-Britannique	2,713,615	100,0	88,7	11,3	100,0	57,6	2,8	38,6
Yukon	23,075	100,0	84,9	15,1	100,0	51,4	5,5	43,1
Territoires du Nord-Ouest	45,540	100,0	92,5	7,5	100,0	24,2	4,2	71,6
Canada	24,083,500	100,0	92,4	7,6	100,0	43,5	29,0	27,6

égales. Le tableau 2 présente la diversité des groupes ethniques d'origine les plus nombreux au Canada.

Lieu de naissance. Si on analyse la population selon le lieu de naissance et le lieu de résidence actuel, on obtient un autre contraste régional intéressant. Le tableau 3 résume les variations régionales. Le contraste, à l'extrême, entre les provinces de Terre-Neuve (94,1 %) et la Colombie-Britannique (46,3 %), du pourcentage de la population actuelle née dans cette province indique les tendances de la migration interne. Le fait que presque le quart de la population de l'Ontario

(23,7 %) et de la Colombie-Britannique (23,3 %) soit né en dehors du Canada montre l'attraction de ces régions pour les immigrants. En 1981, plus de la moitié (52,4 %) des personnes nées en dehors du Canada vivaient en Ontario. Globalement, environ 3,867,160 personnes (16,1 % de la population) sont nées à l'étranger.

Immigration. De toute évidence, les immigrants constituent un élément important de la culture canadienne. Le tableau 4 présente les faits saillants de ces changements depuis la Seconde guerre mondiale. À tous points de vue, les changements sont profonds. Les personnes immigrées au Canada entre 1945 et 1954 étaient principalement d'origine européenne (92,5 %) alors qu'entre 1978 et 1981 l'Europe n'a contribué que 29,7 % des immigrants au Canada. Dans la décennie qui a suivi la guerre, l'Asie a fourni moins de 3 % des immigrants, mais entre 1978 et 1981, 43,8 % des immigrants étaient asiatiques.

Ces données du recensement de 1981 sur l'origine ethnique et le pays d'origine des immigrants indiquent toutes que la composition culturelle de la population canadienne change. Nos origines ethniques deviennent plus diverses et plus complexes. Sur le plan tant de l'origine ethnique que de la région de provenance des immigrants, on tend vers une plus grande hétérogénéité. Le groupe britannique, bien qu'il soit toujours le plus important, a graduellement diminué au cours des 60 dernières années au titre de groupe ethnique dominant au Canada (Figure 1). Le groupe d'origine ethnique

TABLEAU 2

Les quinze origines ethniques les plus nombreuses, Canada, 1981

Origine	Nombre
1. Britannique	9 674 245
2. Française	6 439 100
3. Allemande	1 342 365
4. Britannique et autre	559 820
5. Italienne	747 970
6. Ukrainienne	525 615
7. Britannique et française	430 255
8. Autochtone	413 380
9. Hollandaise	408 240
10. Chinoise	288 245
11. Scandinave	282 795
12. Juive	264 025
13. Polonoise	254 485
14. Européenne et autre ¹	238 455
15. Portugaise	188,105

¹ Comprend européenne, juive et autres origines non incluses ailleurs.

TABLEAU 3

Distribution de la population selon le lieu de naissance, Canada et provinces ou territoires, 1981

Province	Pourcentage				
	Population	Total	Né au Canada		Né en dehors du Canada
			Même province	Autre province	
Terre-Neuve	563,750	100,0	94,1	4,2	1,7
Île-du-Prince-Édouard	121,220	100,0	81,2	15,1	3,8
Nouvelle-Écosse	839,800	100,0	81,5	13,6	5,0
Nouveau-Brunswick	689,375	100,0	82,8	13,2	4,0
Québec	6 369,065	100,0	88,0	3,8	8,3
Ontario	8,534,265	100,0	66,1	10,1	23,7
Manitoba	1,013,700	100,0	71,7	13,9	14,4
Saskatchewan	956,440	100,0	78,0	13,3	8,8
Alberta	2,213,655	100,0	54,0	29,6	16,5
Colombie-Britannique	2,713,615	100,0	46,3	30,5	23,3
Yukon	23,075	100,0	30,1	57,4	12,5
territoires du Nord-Ouest	45,535	100,0	56,7	37,2	6,1
Canada	24 089,495	100,0	71,0	13,0	16,1

TABLEAU 4

Distribution de la population immigrante selon le lieu de naissance, 1981

Nombre total	Période d'immigration							
	Total	Avant 1945	1945-1954	1955-1964	1965-1969	1970-1974	1975-1977	1978-1981
3 843 335	544 135	676 510	767 455	591 835	576 870	346 850	339 375	
Pourcentage								
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Europe	66,69	78,29	92,49	85,86	66,80	41,23	34,14	29,67
Asie	7,85	18,51	2,78	4,33	6,67	9,54	7,96	7,87
Amérique du sud et centrale	2,78	0,23	0,44	1,04	6,07	2,14	7,72	5,95
Indes	4,46	0,26	0,51	1,59	9,81	10,82	10,09	6,46
Asie du Sud-Est	3,96	0,05	0,21	0,39	1,95	5,41	7,85	22,86
Autres pays d'Asie	10,13	1,55	2,34	4,25	11,32	19,43	23,51	20,97
Afrique	2,65	0,19	0,24	1,63	3,38	5,29	6,26	4,22
Océanie	0,86	0,17	0,31	0,49	1,20	1,45	1,68	1,44
Autre	0,64	0,75	0,69	0,42	0,62	0,77	0,79	0,55

française est demeuré relativement stable, comptant pour environ 30 % de la population. Depuis 1921, l'augmentation des autres groupes ethniques a principalement été le fait de l'Europe (avec une prédominance des Allemands, des Italiens, des Néerlandais et des Ukrainiens). La Figure 2 montre les profonds changements survenus à l'égard de l'origine des immigrants depuis 1921. Comme on le voit, le nombre d'immigrants en provenance du Royaume-Uni et des États-Unis a diminué proportionnellement. Le nombre des autres immigrants d'origine européenne a atteint un sommet en 1961, et ceux d'autres pays ont dépassé 25 % en 1981. Pour donner un exemple de l'évolution du contexte culturel, notons que 14 % de tous les immigrants provenaient d'Asie en 1981.

Langue

Les données sur la langue maternelle ("la première langue apprise et encore comprise") et la langue parlée à la maison indiquent une tendance claire, bien que faible, vers un accroissement de l'anglais aux dépens du français. (Voir le tableau 5). Cette situation est causée, dans des proportions inconnues, par les facteurs suivants, plus d'immigrants sont assimilés par le groupe anglophone, il y a plus d'immigrants anglophones que francophones, le taux de natalité est plus faible au Québec que dans le reste du pays et la population anglophone continue à augmenter (bien que légèrement) par le mécanisme de l'assimilation.

De toute évidence, il est fondamental de savoir si les tendances nationales des cultures et langues officielles affichent des variations régionales. Si on oppose le Québec et les autres provinces (voir le tableau 6), on obtient, au niveau des tendances, une première indication des différences régionales. La tendance générale indiquée par le tableau 6 est évidente, c'est-à-dire que le français a augmenté sa domination au Québec au cours des années 70, alors qu'à l'extérieur du Québec, l'anglais a gagné du terrain. Étant donné que les "autres langues" ont bougé relativement moins, les échanges se sont donc principalement effectués entre les deux langues officielles.

Ces deux tableaux (5 et 6) nous amènent à nous demander quelle a été l'interaction entre l'anglais et le français puisque les changements survenus entre 1971 et 1981 pourraient être causés par un redéploiement des deux langues par les mécanismes de la migration interne et de l'assimilation. Le tableau 7 tente de préciser le lien entre la langue maternelle et la langue parlée à la maison de 1971 à 1981. Certains de ces changements entre 1971 et 1981 sautent aux yeux. Au Québec, la proportion de la population qui parle le français a augmenté plus rapidement que la population (5,7 %). Ceci a été partiellement causé par la diminution de 17,6 %, principalement due à l'émigration, de la population de langue maternelle anglaise qui parle l'anglais à la maison. La proportion de personnes dont la langue maternelle est l'anglais qui utilisent le français à la maison a également augmenté de façon significative (67,4 %), bien qu'en nombre absolu il y ait eu, en 1981, une augmentation presque aussi

TABLEAU 5
Distribution en pourcentage de la population selon la langue maternelle et la langue parlée à la maison, Canada, 1971 et 1981

	Total	Anglais	Français	Autre
Langue maternelle				
1971	100 0	60 1	26 9	13 0
1981	100 0	61 2	25 6	13 1
Langue parlée à la maison				
1971	100 0	67 0	25 7	7 3
1981	100 0	68 2	24 6	7 2

TABLEAU 6
Distribution en pourcentage de la population selon la langue maternelle et la langue parlée à la maison, Québec et autres provinces ou territoires, 1971 et 1981

	Total	Anglais	Français	Autre
Langue maternelle				
Québec				
1971	100 0	13 1	80 7	6 2
1981	100 0	10 9	82 4	6 7
Autres provinces ou territoires				
1971	100 0	78 4	6 0	15 7
1981	100 0	79 4	5 2	15 4
Langue parlée à la maison				
Québec				
1971	100 0	14 7	89 8	4 5
1981	100 0	12 7	82 5	4 8
Autres provinces ou territoires				
1971	100 0	87 2	4 3	8 4
1981	100 0	88 2	3 8	8 1

TABLEAU 7
Changements¹ de la population selon la langue maternelle et la langue parlée à la maison, Canada, Québec, autres provinces et territoires, 1971-1981

CANADA				
Langue maternelle	Langue parlée à la maison			
	Anglais	Français	Autre	Total
Anglais	1,705,990 (13 3)	53,245 (76 8)	23,810 (27 9)	1 783,050 (13 8)
Français	63,845 (18 3)	312 115 (5 7)	7 745 (86 2)	383,510 (6 6)
Autre	210,035 (16 3)	11 840 (26 8)	126,972 (8 6)	348,825 (12 4)
Total	1,979,869 (13 7)	376 990 (6 8)	158 525 (10 0)	2 515 385 (11 7)
QUÉBEC				
Langue maternelle	Langue parlée à la maison			
	Anglais	Français	Autre	Total
Anglais	128,760 (17 6)	33,070 (67 4)	1 775 (18 0)	93 915 (11 9)
Français	32,850 (44 7)	341 680 (7 1)	7 510 (116 9)	382,020 (7 6)
Autre	17 180 (20 3)	11 980 (24 6)	24,017 (9 5)	53 185 (14 3)
Total	78,725 (1 8)	386,725 (7 9)	33,300 (12 3)	341,300 (5 7)
AUTRES PROVINCES ET TERRITOIRES				
Langue maternelle	Langue parlée à la maison			
	Anglais	Français	Autre	Total
Anglais	1 834 750 (15 2)	20 175 (99 8)	22,035 (29 2)	1,876,965 (15 4)
Français	30 795 (11 2)	29,555 (4 5)	235 (9 2)	1 490 (9 2)
Autre	192,855 (16 0)	340 (5 9)	102,857 (8 4)	295,440 (12 1)
Total	2,058,400 (15 2)	9,735 (1 4)	125,225 (9 6)	2 173,895 (14 0)

1 Les écarts ont été calculés en soustrayant les chiffres de 1971 des chiffres correspondants de 1981. Les pourcentages (entre parenthèses) représentent le rapport des écarts aux chiffres de 1971.

2 Ce résidu comprend les personnes dont la langue maternelle et la langue parlée à la maison, autre que l'anglais ou le français, est la même, et les personnes dont la langue maternelle et la langue parlée à la maison, autres que l'anglais ou le français, sont différentes.

importante de ceux dont la langue maternelle est le français qui parlent l'anglais à la maison. À l'extérieur du Québec, le français a perdu du terrain, la diminution de 29,555 personnes (- 4,5 %) dont le français est la langue maternelle et la langue parlée à la maison étant peut-être l'indicateur le plus significatif. Bien que les chiffres absolus soient petits, il y a eu une très forte augmentation proportionnelle (99,8 %) du nombre de personnes dont la langue maternelle est l'anglais qui parlent le français à la maison en 1981.

Si on examine les changements à l'échelle du Canada, les données indiquent des gains de l'anglais comme langue maternelle et langue parlée à la maison (+ 13,3 %), comparativement à une augmentation de 5,7 % seulement pour le français. Le nombre de personnes dont la langue maternelle est le français et qui parlent l'anglais à la maison a augmenté beaucoup plus rapidement environ 10,000 personnes que le nombre de celles dont l'anglais est la langue maternelle et qui parlent le français à la maison.

Ces chiffres et les chiffres connexes des tableaux 5, 6 et 7 feront l'objet de beaucoup d'analyses et de longs débats. Ce n'est qu'après une analyse très attentive et très minutieuse que l'on pourra arriver à des conclusions fermes sur la tendance linguistique (transfert, assimilation, mobilité, etc.), au Canada.

Utilisation des langues officielles. Entre 1971 et 1981, la proportion de personnes bilingues au Canada a augmenté de 13,5 à 15,3 % de la population. Les augmentations les plus remarquables se sont produites au Québec (de 27,6 % à 32,4 %) et au Nouveau-Brunswick (de 21,5 % à 26,5 %), soit les provinces qui comptaient déjà la plus forte proportion

de bilingues. Encore une fois, on observe de fortes différences dans les tendances provinciales. En fait, l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba et la Saskatchewan affichent une diminution de leur proportion de bilingues. Comme l'indique le tableau 8, l'anglais demeure la langue unique des deux tiers des Canadiens — la même proportion qu'en 1971. Cependant, le nombre de personnes capables d'utiliser l'anglais et le français a augmenté de 27 %. Comme le montre le tableau 10, en valeur absolue et en pourcentage, l'augmentation la plus frappante du bilinguisme s'est produite chez les anglophones: le nombre de bilingues est passé de plus de 700,000 en 1971 à plus de 1,1 million en 1981 — une augmentation de presque 60 %. En 1981, parmi les presque 3,7 millions de personnes se déclarant bilingues, 1,1 million (30 %) sont de langue maternelle anglaise et 2,2 millions (61 %) sont de langue maternelle française. Parmi les 2,9 millions de bilingues dénombrés en 1971, 24 % étaient de langue maternelle anglaise et 68 % étaient de langue maternelle française. Pour obtenir des renseignements plus précis sur les origines de la population bilingue, il faut attendre d'avoir en main l'analyse selon l'âge, l'instruction et les autres caractéristiques connexes.

Religion

Le Canada est un des rares pays du monde qui recueille, lors du recensement, des données sur la religion. On considère comme un facteur déterminant des valeurs et des principes culturels des Canadiens l'identification ou l'adhésion à une religion donnée. Pour montrer la diversité des religions au Canada, plus de 80 groupes religieux ont été codés et classifiés pour le recensement de 1981. Bien que le nombre de

TABLEAU 8
Distribution des langues officielles selon la langue maternelle,
Canada, 1971 et 1981

Langue maternelle	Total	Langue officielle parlée			
		Anglais seulement	Français seulement	Anglais et français	Ni français ni anglais
Anglais					
1971	100 0	94 5	n.s.p.	5 5	n.s.p.
1981	100 0	92 3	0 1	7 6	0 1
Anglais					
1971	100 0	n.s.p.	66 0	34 0	n.s.p.
1981	100 0	0 7	63 1	36 2	0 0
Autre					
1971	100 0	78 8	2 1	7 8	11 4
1981	100 0	78 1	2 5	10 5	8 9
Total					
1971	100 0	67 1	18 0	13 5	1 5
1981	100 0	67 0	16 6	15 3	1 2

Nota: n.s.p. = ne s'applique pas en 1971 à cause de restrictions à la vérification

TABLEAU 9
Distribution de la population selon la langue officielle
parlée, Canada, 1971 et 1981

		Total	Langue officielle parlée			Ni l'un ni l'autre
			Anglais seulement	Français seulement	Anglais et français	
1971	Nombre (milliers)	21 568	14 470	3 879	2 900	319
	%	100 0	67 1	18 0	13 5	1 5
1981	Nombre (milliers)	24 683	16 123	3 987	3 682	291
	%	100 0	67 0	16 6	15 3	1 2

Canadiens répondant "Aucune religion" ait atteint 7.3 % de la population, il s'ensuit également que presque 93 % ont déclaré une religion. Pour plus de simplicité, le tableau 11 regroupe ces religions en catholicisme, protestantisme, autres religions et aucune religion. Encore une fois, les contrastes régionaux sont manifestes. Tout comme la proportion de catholiques varie de 88.2 % au Québec à 19.8 % en Colombie-Britannique, le pourcentage de protestants, qui atteint 62.6 % à Terre-Neuve, n'est que de 6.4 % au Québec. La catégorie "Aucune religion" varie également beaucoup, de 1 % à Terre-Neuve à plus de 20 % en Colombie-Britannique. Les données du recensement de 1981 sur la religion confirment l'image de la disparité culturelle des Canadiens.

Conclusion

Les données du recensement de 1981 sur la langue, l'origine ethnique, l'immigration, le lieu de naissance et la religion fournissent d'importantes mesures du changement social. Cette première étude indique (1) la persistance de fortes différences culturelles provinciales/régionales; (2) des contrastes linguistiques régionaux peut-être encore plus accentués qu'auparavant, (3) un mouvement graduel mais net, pour ce qui est de la provenance des immigrants, de l'Europe et des États-Unis vers les autres parties du monde, et (4) l'incidence de la migration sur la répartition de la population canadienne. En résumé, le Canada demeure un pays de contrastes culturels.

TABLEAU 10

Distribution de la population capable de parler l'anglais et le français selon la langue maternelle, Canada 1971 et 1981

		Langue maternelle		
		Total	Anglais	Français
1971	Nombre (milliers)	2 900	711	1 971
	%	100.0	24.5	68.0
1981	Nombre (milliers)	3 682	1 114	2 226
	%	100.0	30.3	69.7

TABLEAU 11

Population selon les groupes de régions, Canada et provinces ou territoires, 1981

	Nombre	Pourcentage total	Catholicisme	Protestantisme	Autres religions	Aucune religion
CANADA	24 083 495	100.0	47.4	41.2	4.1	7.3
Terre-Neuve	563 750	100.0	36.3	62.6	0.1	1.0
Île-du-Prince-Édouard	121 225	100.0	46.6	50.5	0.3	2.6
Nouvelle-Écosse	839 850	100.0	37.0	58.0	1.0	4.0
Nouveau-Brunswick	689 370	100.0	53.9	42.0	0.4	2.6
Québec	6 369 070	100.0	88.2	6.4	3.3	2.1
Ontario	6 534 260	100.0	35.6	51.8	5.5	7.1
Manitoba	1 013 705	100.0	31.5	56.6	4.6	7.3
Saskatchewan	956 440	100.0	32.4	58.3	3.1	6.2
Alberta	2 213 650	100.0	27.7	56.0	4.8	11.5
Colombie-Britannique	2 713 615	100.0	19.8	54.7	5.0	20.5
Yukon	23 075	100.0	24.3	53.4	2.8	19.5
Territoires du Nord-Ouest	45 340	100.0	40.3	52.0	1.3	6.4

Comment Obtenir des Renseignements Extraits du Recensement de 1981

Les données du recensement de 1981 sont disponibles dans un large éventail de publications. La *Série nationale* présente des données au niveau du Canada, des provinces et des territoires. La *Série provinciale* présente des statistiques sur les comtés, les municipalités et les régions métropolitaines. La *Série des profils* présente des données sur des régions géographiques précises, par exemple les circonscriptions électorales fédérales, les régions métropolitaines de recensement, les secteurs de recensement et d'autres.

Outre les publications, des totalisations courantes et spéciales sont offertes sur imprimés d'ordinateur, sur microfiches et microfilms, et sur bandes magnétiques. Des cartes et d'autres documents de référence géographique sont disponibles pour plusieurs sortes de données. L'accès direct aux données est également possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinologiques et le système d'extraction de Statistique Canada.

On peut obtenir un exemplaire gratuit de *Produits et services du recensement du Canada de 1981* ou des renseignements généraux en s'adressant au centre de consultation régional le plus rapproché.

RÉFÉRENCES

Krait, John, *Les Origines ethniques des Canadiens*, volume V (Partie 1) — Études schématiques, Recensement du Canada de 1971, n° 99-709 au catalogue, mai 1977

Statistique Canada, *Population: groupes ethniques*, volume 1 (Partie 3), Recensement du Canada de 1971, n° 92-723 au catalogue, octobre 1973

Statistique Canada, *Population: lieu de naissance*, volume 1 (Partie 3), Recensement du Canada de 1971, n° 92-727 au catalogue, novembre 1974

Figure 1

Répartition des principaux groupes ethniques, Canada, 1921-1981

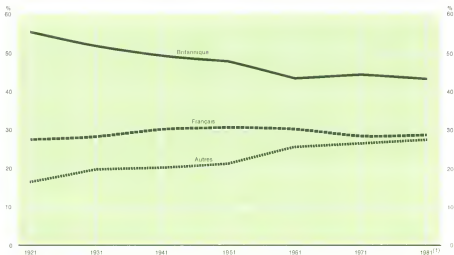


Figure 2

Répartition des personnes nées à l'étranger selon leur origine, Canada, 1921-1981

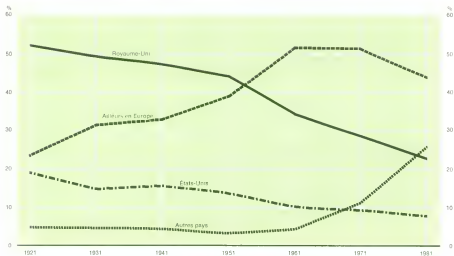
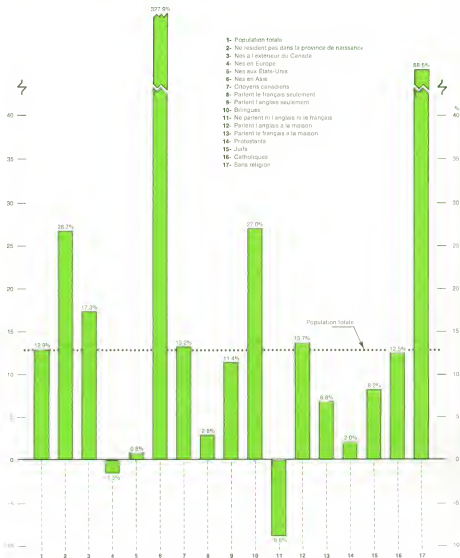


Figure 3
 Changements entre 1971 et 1981
 (Changements en pourcentage)



LE RECENSEMENT DE LA POPULATION DE 1981 (PARTIE 3)

Évolution de la population active du Canada au cours des années 1970

*Douglas Norris et Pat Grainger

INTRODUCTION

Voici le troisième d'une série d'articles qui présentent les faits saillants du recensement de la population de 1981. Le présent document résume quelques-unes des caractéristiques de la population active du Canada au moment du recensement, en juin 1981, et quelques-uns des changements qui se sont produits au cours des années 1970¹.

Le recensement de 1981 de la population a recueilli un vaste éventail de données sur la population active, dont l'activité au cours de la semaine qui a précédé le recensement, le statut professionnel, la branche d'activité, la profession et le lieu de travail pour les personnes qui avaient travaillé depuis janvier 1980, ainsi que sur les antécédents de travail, dont le nombre de semaines travaillées et selon que ces dernières étaient essentiellement à plein temps ou à temps partiel, ainsi que sur les gains et sur les autres sources de revenu pour l'année civile 1980.

CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE ET ACTIVITÉ

Au cours des trois dernières décennies, la population active du Canada a connu le taux de croissance le plus élevé de tous les principaux pays industrialisés.

occidentaux. Au cours des années 70, la population active a augmenté de 3,4 millions de personnes, ce qui représente une progression de 39 %, comparativement à une hausse de 12,9 % de la population totale. Ce taux de croissance est le plus élevé depuis le début du siècle et dépasse sensiblement celui d'environ 25 % des années 1950 et 1960. La croissance au cours des années 70 s'explique principalement par l'arrivée à l'âge professionnel des cohortes de l'explosion démographique (baby boom) et par la croissance continue du taux d'activité des femmes mariées. Le tableau 1 montre la taille et la croissance de la population active des jeunes et des adultes entre 1971 et 1981. La croissance a été de 64 % pour les femmes, comparativement à 26 % pour les hommes. De l'augmentation totale de 3,4 millions de personnes, plus que un quart est imputable à la croissance de la population active jeune, un tiers, à l'augmentation des hommes âgés de 25 ans et plus et 41 % à celle des femmes âgées de 25 ans et plus.

* Douglas Norris est analyste chercheur principal auprès de la Division de l'exploitation des données administratives et Pat Grainger est agent des caractéristiques. Division des caractéristiques économiques, Statistique Canada. E. Pryor, A. Kempster et G. Montigny ont fourni des suggestions précieuses lors de la préparation de ce texte.

TABLEAU 1

POPULATION DE 15 ANS ET PLUS FAISANT PARTIE DE LA POPULATION ACTIVE. A) VALEURS ABSOLUES, CHANGEMENTS EN VALEURS ABSOLUES ET EN POURCENTAGE ET B) TAUX D'ACTIVITÉ PAR GROUPES D'ÂGE ET PAR SEXE POUR LE CANADA, 1971 ET 1981

	1971	1981	Variation	Variation en %	Taux d'activité	
					1971	1981
Hommes et Femmes	000	000				
15-24 ans	8 813	12 267	3 454	39,2	58,0	65,0
25 ans et plus	2 293	3 214	921	40,2	57,3	69,0
	6 520	9 053	2 533	38,8	58,3	67,7
Hommes	5 760	7 867	2 107	36,6	56,3	63,7
15-24 ans	1 317	1 723	406	30,9	65,3	73,1
25 ans et plus	4 443	6 144	1 701	38,3	55,5	67,3
Femmes	3 053	4 386	1 333	43,7	59,9	71,0
15-24 ans	976	1 491	515	52,8	49,3	64,7
25 ans et plus	2 077	2 895	818	39,4	60,6	73,0

Figure 1

Taux d'activité des hommes et des femmes,
régions métropolitaines de recensement, 1981

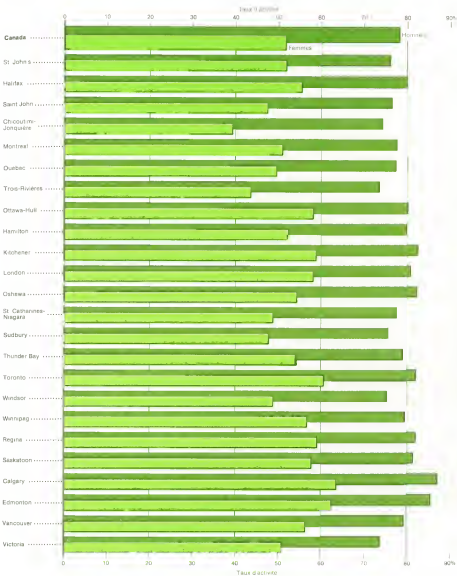


Figure 2

Répartition en pourcentage de la population active expérimentée, de 15 ans et plus, selon le plus haut niveau de scolarité pour les groupes d'âges de 25 à 34, 35 à 54 et 55 ans et plus, Canada, 1981



En 1981, le taux d'activité global pour la population âgée de 15 ans et plus était de 65 %, contre 58 % en 1971. Le taux d'activité des hommes était de 78 %, en faible hausse par rapport à 1971, tandis que celui des femmes passait de 40 % à 52 % au cours de la même période. L'augmentation de l'activité des femmes est particulièrement forte dans le cas des femmes mariées en âge de procréer (25-44 ans). Au cours des années 70, le nombre de femmes mariées de 25-44 ans au sein de la population active a doublé, passant de 900,000 à 1,8 million, tandis que le taux d'activité correspondant passait de 40 % à 62 %.

L'activité varie considérablement suivant les groupes de la population. Ainsi, le tableau 2 montre le taux d'activité de certains groupes ethniques. À part les autochtones, dont le taux d'activité est très bas, les taux des hommes sont compris entre un maximum de 83,6 % pour les personnes d'origine hollandaise et 76,3 % pour les personnes d'origine française. Dans le cas des femmes, les variations sont beaucoup plus importantes, et le classement par groupe ethnique est assez différent. Il est intéressant de constater que les femmes qui ont déclaré des origines ethniques multiples ont un taux d'activité beaucoup plus élevé (61,2 %) que celles qui ont déclaré une origine unique (51,2 %). Cet écart peut s'expliquer par les différences d'âge ou d'éducation chez les groupes déclarant des origines multiples. Chez les femmes déclarant une origine ethnique unique, le taux d'activité était le plus élevé pour les Chinois et autres peuples asiatiques (61 %) et le plus faible chez celles d'origine française.

TABLEAU 2

TAUX D'ACTIVITÉ POUR CERTAINES ORIGINES ETHNIQUES
PAR SEXE, CANADA, 1981

Origine ethnique	Hommes	Femmes
Origine multiple	81,0	61,2
Origine unique	78,0	51,2
Anglais	77,8	51,5
Français	76,3	47,9
Allemand	82,2	53,1
Italienne	82,0	55,2
Ukrainiens	77,9	53,7
Hollandais	83,6	52,1
Scandinaves	78,6	51,7
Chinois	79,0	61,0
Autres peuples asiatiques	83,4	60,8
Autochtones	60,7	36,7

La croissance de la population active a varié de façon considérable à travers le pays, traduisant dans la plupart des cas l'impact des migrations. Les taux de croissance les plus élevés ont été observés pour le Yukon, suivi de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, tandis qu'ils étaient les plus bas dans le cas du Manitoba et de la Saskatchewan. La croissance à Terre-Neuve s'explique principalement par une augmentation appréciable du taux d'activité, qui passe de 46 % en 1971 à 58 % en 1981, même si Terre-Neuve continue à avoir le taux d'activité le plus bas de toutes les provinces et de tous les territoires. Le Yukon (76 %) et l'Alberta (72 %) ont les taux d'activité les plus élevés.

Les taux d'activité varient également de façon considérable parmi les régions infra-provinciales. La figure 1 montre les taux d'activité des hommes et des

femmes pour les régions métropolitaines de recensement. Dans le cas des hommes, les taux étaient compris entre un maximum de 87,3 % à Calgary et un minimum de 73,6 % à Trois-Rivières. Pour les femmes, l'éventail du taux d'activité est beaucoup plus important. Là encore, c'est Calgary qui vient en tête avec un taux d'activité de 63,7 %, Chicoutimi-Jonquière ayant le plus bas (39,3 %). De façon générale, les taux d'activité étaient plus bas dans les régions métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique. On relève également des variations appréciables à l'intérieur des provinces. Ainsi, les taux d'activité des hommes en Ontario étaient compris entre 75,5 % à Windsor et 82,7 % à Kitchener, tandis que ceux des femmes étaient compris entre 47,9 % à Sudbury et 60,7 % à Toronto.

CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

Scolarité

Au cours des années 70, le niveau de scolarité de la population active du Canada a augmenté, découlant en partie l'accroissement du nombre d'établissements d'études postsecondaires au cours des années 60 et 70. Le tableau 3 présente la distribution de la population active expérimentée selon le niveau de scolarité le plus élevé. Un peu moins de 63 % de la population active avaient au moins un certificat d'études primaires et 11 % avaient un diplôme universitaire. À l'autre extrémité, 1,6 million de personnes, ou 13 % de la population active, n'avaient pas atteint la neuvième année. Une caractéristique de plus en plus importante des qualifications de la population active est l'appartenance à la formation postsecondaire non universitaire. En 1980, 1,5 million de personnes avaient un certificat de formation professionnelle, tandis qu'un autre 1,6 million de personnes avaient un certificat ou un diplôme non universitaire généralement conféré par un collège communautaire, un institut de technologie, un programme privé d'apprentissage, une école de formation professionnelle ou un programme de formation de nature publique.

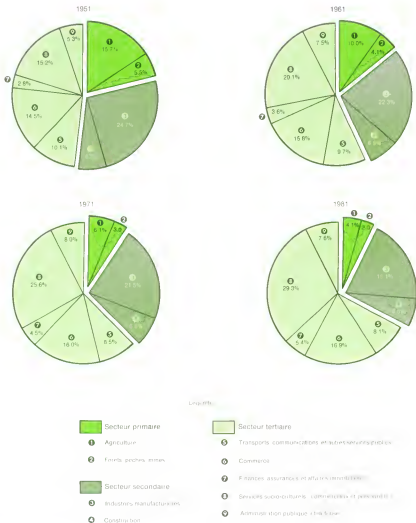
TABLEAU 3

POPULATION ACTIVE DE 15 ANS ET PLUS SELON
LE PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ, CANADA 1981

	Nombre	Pourcentage
	(milliers)	
Jusqu'à la 9 ^e année	1598	13,3
9 ^e -12 ^e années sans certificat	2940	24,4
12 ^e année avec certificat d'études secondaires	1696	14,1
Certificat ou diplôme de métier	1488	12,3
Certains études postsecondaires sans certificat	1458	12,1
Études postsecondaires avec certificat ou diplôme	1582	13,1
Diplôme universitaire	1291	10,7
Total	12054	100,0

L'élévation du niveau de scolarité de la population active peut s'observer en examinant les différentes cohortes. La figure 2 montre la distribution de la population active selon le niveau de scolarité le plus élevé atteint pour les personnes âgées de 25-34 ans, de

Repartition en pourcentage de la population active expérimentée selon les secteurs d'activités économiques, (1) Canada, 1951, 1961, 1971 et 1981



35 à 54 ans et de 55 ans et plus en 1981. Dans le cas de la cohorte la plus vieille, plus de la moitié n'avait pas un certificat d'études primaires, tandis que 5 % seulement avaient un diplôme universitaire. Pour la cohorte la plus jeune née dans la décennie qui a suivi la fin de la deuxième Guerre mondiale, moins d'une personne sur quatre n'avait même pas un diplôme d'études primaires et 17 % avaient un diplôme universitaire.

Structure industrielle

Dans les années qui ont suivi la guerre, la structure industrielle de la population active du Canada s'est déplacée graduellement des branches d'activité primaires, en particulier l'agriculture, vers les figures 3 et les branches d'activité reliées aux services. La figure 3 montre la distribution de la population active selon le secteur industriel en 1951, 1961, 1971 et 1981. L'agriculture, qui représentait 16 % de la population active en 1951, n'en représentait plus que 4 % en 1981. Par contre, le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels a vu sa part passer de 15 % à 29 % de la population active en 1981. Au cours des trois dernières décennies, le secteur de la fabrication a augmenté à un rythme inférieur à la moyenne, et la part du secteur de la fabrication a diminué, passant de 25 % en 1951 à 19 % en 1981.

Le tableau 4 présente la population active et la croissance entre 1971 et 1981 par division industrielle.

Au cours des années 70, la population active de la division "finances, assurances et affaires immobilières" a augmenté de 74 %, comparativement à une augmentation globale de 39 % de la population active expérimentée. La plus grande part de cette augmentation est imputable à la croissance des secteurs des banques et de l'immobilier.

La division des "services socio-culturels, commerciaux et personnels" vient ensuite pour ce qui est de la croissance. Cette division, qui en 1981 comptait pour près de 3 travailleurs sur 10, comprend un vaste éventail de services, incluant les services de santé, l'enseignement et le bien-être, les services personnels (coiffeurs, buanderies, etc.), les services connexes à la gestion des entreprises, les services de loisirs et récréatifs (cinémas, clubs de golf, etc.) et les services d'hébergement et de restauration. Au cours des années 70, le secteur des services personnels n'a enregistré pratiquement aucune croissance. Dans le secteur de l'enseignement, qui représente juste un peu moins du quart de cette division, on a relevé une croissance de 35 % inférieure à la moyenne, en raison de la diminution des inscriptions dans les institutions d'enseignement primaires et secondaires. Toutefois, on constate que la main-d'œuvre a plus que doublé dans le cas des établissements d'enseignement postsecondaires non universitaires. Dans le secteur de la santé, qui représente 20 % de cette division, la population active a augmenté de 54 %. Ce sont les organisations de

TABLEAU 4
DISTRIBUTION EN VALEURS ABSOLUS ET EN POURCENTAGE
DE LA POPULATION ACTIVE EXPERIMENTEE SELON L'ACTIVITE
ECONOMIQUE ET, LA VARIATION EN POURCENTAGE ENTRE 1971 ET 1981, CANADA

	Population active expérimentée 1981	Distribution en pourcentage	Augmentation en pourcentage 1971-1981
	(en milliers)		
Finances, assurances et affaires immobilières	621	5.4	73.5
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	3399	29.3	66.5
Commerce	1958	16.9	54.2
Forêts, pêches et mines	348	3.0	45.6
Construction	752	6.5	39.8
Transports, communications et autres services publics	936	8.1	39.4
Administration publique et défense	887	7.6	38.6
Industries manufacturières	2219	19.1	30.0
Agriculture	481	4.2	0
Total partiel	11,651	100.0	46.0
Non précisé et non définis	404		43.7
Total	12,055		39.2

TABLEAU 5
DISTRIBUTION EN VALEURS ABSOLUS ET EN POURCENTAGE
DE LA POPULATION ACTIVE EXPERIMENTEE POUR L'ACTIVITE
ECONOMIQUE "ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DEFENSE" ET,
LA VARIATION EN POURCENTAGE ENTRE 1971 ET 1981, CANADA

	Population active expérimentée 1981	Distribution en pourcentage	Variation en pourcentage 1971-1981
	(en milliers)		
Administration fédérale	369	43.5	17.3
Défense	123	13.8	12.2
Autre	246	29.6	39.1
Administrations provinciales	261	29.4	61.8
Administrations locales	238	26.8	61.8
Total	867	100.0	38.6

¹Comprend un petit nombre d'autres administrations publiques

bien-être (+151 %), les services connexes à la gestion (+130 %) et les services d'hébergement et de restauration (+101 %) qui ont progressé le plus vite.

Les divisions industrielles qui ont augmenté à des taux inférieurs à la moyenne sont l'agriculture et la fabrication. Bien que la population active agricole n'a enregistré aucune augmentation au cours de la décennie, cette dernière n'en est pas moins la première depuis 1930 où l'on n'ait pas observé une diminution du nombre réel de la population active agricole. Le secteur de la fabrication augmente de 30 %, ce qui est le deuxième taux d'augmentation le plus bas, après celui de l'agriculture, bien que la encore on n'ait pas observé d'importantes variations au sein de ce secteur. La croissance des branches d'activité des produits en caoutchouc et en matière plastique, du bois, des meubles et articles d'ameublement et des machines a dépassé 50 %. Par contre, la population active dans les branches des produits du tabac a baissé de 8 %, tandis que celle des industries du cuir et des produits électriques n'augmentait que légèrement (moins de 15 %).

La population active de l'administration publique et de la défense a augmenté de 39 %, soit autant que l'ensemble de la population active. En 1980, ces secteurs ont compté pour 7,6 % de la population active. Le tableau 5 présente une ventilation de ce groupe par niveau d'administration. L'administration fédérale représente pour près de la moitié de ce groupe, et au cours de la décennie étudiée, la croissance de l'administration fédérale a été de 17 %, représentant une baisse de 12 % des services de défense et une augmentation de 39 % des autres services fédéraux. Par contre, les administrations provinciales et locales ont augmenté beaucoup plus rapidement au cours de la décennie, soit de 62 % dans chaque cas.

Composition professionnelle

Le recensement de 1981 classait la population active en plus de 500 professions distinctes, 86 sous-groupes et

25 grands groupes. La distribution de la population active en 15 catégories (11 grands groupes et quatre catégories principales) figure au tableau 6. Le groupe le plus important est celui du travail administratif et secteurs connexes, qui compte pour près d'un travailleur sur cinq. Les professions de services telles que les policiers, les chefs cuisiniers, les coiffeurs, les concierges, etc. représentent 12 % de la population active, et le commerce, 10 %.

Au cours des années 70, la population active des professions de la direction, administration et secteurs connexes a augmenté le plus rapidement, suivie des professions techniques, sociales et culturelles. L'augmentation des professions de la gestion traduit la spécialisation accrue et l'accent mis sur la gestion financière (+562 %), la gestion des ventes (+458 %) et l'administration du personnel et des relations industrielles (+494 %). Dans le cas des professions techniques, sociales et culturelles, la croissance des professions reliées aux services sociaux, au domaine juridique, à la bibliothéconomie, aux arts d'interprétation, à la rédaction et aux sports a été particulièrement forte. Les groupes principaux qui ont le moins augmenté au cours des années 70 ont été ceux reliés à l'agriculture, aux forêts et aux mines, ainsi que les professions des cols bleus, telles que celles reliées à l'usinage, et à la conduite de machines et d'appareils divers.

Une caractéristique importante des données du recensement de 1981 est le niveau détaillé du codage par branche d'activité et par profession. Le tableau 7 présente les dix principales professions individuelles et leur croissance au cours des années 70. En 1981, la profession la plus nombreuse était celle des vendeurs/commis aux ventes, avec 493,000 personnes, suivie de 406,000 teneur de livres et employés de comptabilité, et 372,000 secrétaires et steno-dactylos et de 234,000 garçons de café, hôtesses et stewards. Parmi les 10 professions les plus importantes, la croissance la plus rapide a été celle des teneurs de

TABLEAU 6

DISTRIBUTION EN VALEURS ABSOLUS ET EN POURCENTAGE
DE LA POPULATION ACTIVE EXPERIMENTEE SELON LA
PROFESSION ET LA VARIATION EN POURCENTAGE
ENTRE 1971 ET 1981, CANADA

Profession	Population active expérimentée 1981 (en milliers)	Pourcentage	Variation en pourcentage 1971-1981
Direction, administration et professions connexes	814	7,0	118,7
Professions techniques, sociales et culturelles	799	6,8	89,2
Travail administratif et secteurs connexes	2191	18,8	59,5
Médecine et santé	519	4,5	59,0
Services	1431	12,4	47,5
Fabrication, montage et réparation de produits finis	930	8,0	46,7
Ventes	1145	9,9	40,5
Enseignement et secteurs connexes	489	4,2	40,1
Construction	770	6,6	35,4
Traitement et usinage des matières premières	779	6,7	35,3
Transports	459	3,9	35,1
Professions primaires non agricoles	197	1,7	28,0
Autres professions	565	4,9	17,2
Agriculture, horticulture et élevage	509	4,4	0,7
Total partiel	11587	100,0	46,9
Non déclarées	419	—	43,2
Total	12005	—	39,2

livres et employés de comptabilité et des caissiers, qui ont dans les deux cas plus que doublé au cours de la décennie en question. Le nombre de fermiers a légèrement diminué, tandis que celui des surveillants des ventes n'a augmenté que de 11 % seulement, et celui des enseignants des écoles primaires et maternelles, de 19 %. La croissance lente des surveillants des ventes peut s'expliquer par le fait que des personnes ont pu être comptées comme des surveillants des ventes en 1971 et comme des directeurs des ventes en 1981.

TABLEAU 7

LES DIX (10) PROFESSIONS RASSEMBLANT LA PLUS GRANDE PARTIE DE LA POPULATION ACTIVE EXPERIMENTEE ET, LA VARIATION EN POURCENTAGE ENTRE 1971 ET 1981, CANADA

Profession	Population active expérimentée 1981 (en milliers)	Variation en pourcentage 1971-1981
Vendeurs/commiss-vendeurs	493	54.9
Teneur de livres et employés de comptabilité	406	101.1
Secrétaires et stenographes	372	51.1
Surveillants des ventes - marchandises	277	10.7
Conducteurs de camion	270	34.6
Cassiers	247	138.3
Concoignes domestiques et de nettoyage	235	39.0
Serveurs hôtesse et stewards	234	84.2
Fermiers	226	3.4
Infirmières	176	68.0

TABLEAU 8

POPULATION ACTIVE EXPERIMENTEE ET VARIATION EN POURCENTAGE EN 1971 ET 1981 POUR CERTAINES PROFESSIONS QUI COMPTAIENT AU MOINS 20,000 PERSONNES EN 1981, CANADA

Profession	Population active expérimentée, 1981	Variation en pourcentage 1971-1981
Professeurs d'enseignement technique ou spécialisé	30 320	237.6
Opérateurs sur machines de traitement électronique des données	76 810	182.2
Analystes de systèmes et programmeurs et spécialistes assemblés	51 065	171.7
Barman	34 440	163.5
Travailleurs sociaux	31 210	163.4
Agents immobiliers	56 785	158.2
Agents de bien-être et de services communautaires	44 865	151.5
Conserveurs, tailleurs, sautoisseurs et conditionneurs de poisson	33 220	129.1
Ebénistes et menuisiers	28 170	128.5
Cassiers	247 490	118.3

TABLEAU 9

A) DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE EXPERIMENTEE FEMININE POUR CERTAINS GRANDS GROUPES PROFESSIONNELS ET B) PART RELATIVE DES FEMMES DANS LA POPULATION ACTIVE EXPERIMENTEE TOTALE POUR CHACUN DE CES GRANDS GROUPES 1971 ET 1981, CANADA

	Distribution en pourcentage		Femmes en pourcentage du groupe	
	1971	1981	1971	1981
Gestion	2.20	4.35	15.7	24.9
Services professionnels techniques et culturels	19.91	19.77	48.1	51.4
Enseignement	7.99	6.22	60.4	59.5
Santé	9.19	8.62	74.3	77.6
Autres	2.73	4.93	17.3	29.2
Employés de bureau	25.59	36.42	68.4	77.7
Ventes	9.38	10.00	30.4	40.8
Services	16.96	16.61	46.2	52.3
Autres	15.96	13.47	12.9	15.0
Toutes professions	100.00	100.00	34.5	40.3

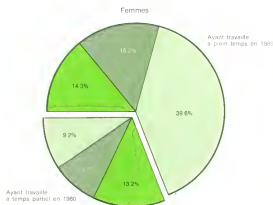
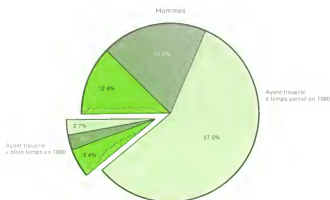
Note: Ne comprend pas les professions non mentionnées.

Le Tableau 8 présente les dix professions à l'extérieur du groupe de la gestion et de l'administration qui ont augmenté le plus rapidement, comptant au moins 20,000 personnes. Du côté de la gestion, un grand nombre de professions ont plus que triplé et quadruplé. Une partie de cette augmentation peut s'expliquer par un accroissement des spécialisations dans le domaine de la gestion et en partie par des changements dans la déclaration du travail, comme par exemple "gestion financière" au lieu de "comptabilité". Des 10 professions figurant au Tableau 8, ce sont les enseignants dans les collèges communautaires et les écoles de formation professionnelle qui avaient le taux de croissance le plus élevé, suivis des analystes de systèmes et des programmeurs, des opérateurs sur machines de traitement électronique de données et des barman.

Comme on l'a déjà dit, au cours des années 70, la population active féminine a augmenté beaucoup plus rapidement que la population active masculine. La population active féminine expérimentée a en fait augmenté de 64 %, comparativement à une augmentation de 26 % pour les hommes. Traditionnellement, la population active féminine s'est surtout concentrée dans les professions de la santé et de l'enseignement du travail administratif données par les femmes. Comme le montre le Tableau 9, en 1980 plus de la moitié de toutes les femmes ont déclaré occuper un emploi dans l'un de ces trois groupes, et en fait 36 % d'entre elles ont déclaré occuper un poste d'employée de bureau. La concentration de la population active dans ces trois groupes a baissé légèrement au cours de la décennie en raison d'une diminution du pourcentage des femmes dans les professions reliées à l'enseignement et à la santé, mais il y a eu une augmentation en partie compensatrice du pourcentage de femmes occupant un travail de bureau. Ces taux de croissance élevés de la population active féminine se sont traduits par le fait que les professions reliées à la santé et au travail de bureau sont devenues encore plus dominées par les femmes entre 1980 et en 1971. Par contre, les femmes ont fait certains progrès dans certaines professions dominées par les hommes, puisqu'il y a plus de cinq fois plus de femmes ingénieurs, six fois plus d'avocatesses, trois fois plus de comptables et plus de quatre fois plus de conductrices d'autobus que dix ans plus tôt.

Figure 4

Repartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus ayant travaille en 1980, selon le travail en 1980 et le sexe, Canada, 1981



Légende



Expérience professionnelle en 1980

Comme le montre la figure 4, en 1980 près d'un tiers des femmes travaillaient essentiellement à temps partiel et 14 % travaillaient à plein temps, mais moins de la moitié de l'année. Seulement 40 % des femmes travaillaient à plein temps pendant l'année entière. Par contre, 58 % des hommes travaillaient à plein temps pendant toute l'année et seulement 11 % travaillaient la plupart du temps à temps partiel. Si l'on compare ces chiffres avec ceux pour 1970, on constate qu'il y a eu relativement peu de changements pour les hommes et pour les femmes pour ce qui est de la distribution du travail selon l'activité. Bien que les femmes, et en particulier les femmes mariées, aient joint la population active en grand nombre, beaucoup d'entre elles l'ont fait pour un travail à temps partiel ou temporaire. C'est particulièrement le cas des femmes ayant des enfants en bas âge. Du côté des femmes mariées (époux présent) dans la population active, seulement une sur quatre avec des enfants de moins de 6 ans a travaillé à plein temps pendant toute l'année. Par contre, chez les femmes mariées sans enfants, une sur deux a travaillé à plein temps toute l'année.

Gains

En 1980, le revenu moyen provenant d'un emploi pour l'ensemble de l'année (49-52 semaines), principalement à plein temps, était de \$18,902. Après correction de l'inflation, ce chiffre représente une augmentation en termes réels de 18,6 % au cours de la décennie. Le revenu moyen provenant d'un emploi pour les hommes était de \$21,441 en 1981, comparativement à \$13,677 pour les femmes. Au cours de la décennie, les gains des femmes ont augmenté de 28 % en termes réels, comparativement à 20 % pour les hommes, et de ce fait le ratio des gains des femmes à ceux des hommes a augmenté légèrement, passant de 60 % à 64 %.

La encore, les gains moyens pour l'ensemble de la population dissimulent l'importante différence entre les professions. Le tableau 10 montre que le revenu moyen provenant d'un emploi et la variation du revenu moyen

en termes réels entre 1970 et 1980 pour 15 professions sélectionnées, à savoir les enseignants des écoles élémentaires et des maternelles, les infirmières, les vendeurs immobiliers et les facteurs, ont enregistré la plus forte augmentation du revenu moyen. Par contre, les avocats et les notaires, de même que les docteurs en médecine et les chirurgiens, ont enregistré une diminution du revenu moyen provenant d'un emploi au cours de cette même période. D'autres analyses des variations de l'âge, l'éducation et d'autres facteurs au sein de ces professions pourraient expliquer quelques-unes de ces tendances générales.

RÉSUMÉ

Le recensement de la population de 1981 est une source riche de données détaillées sur la population active du Canada, en particulier lorsqu'on les combine à d'autres variables sociales et culturelles. Les points saillants examinés ici décrivent une population active dynamique qui a subi au cours des années 70 des changements importants. Les femmes et les jeunes se sont joints à la population active en nombre record et la structure de la population active a continué de se déplacer des branches d'activité primaires et de la fabrication vers le secteur des services. Ces changements se sont traduits à leur tour par des modifications de la structure professionnelle de la population active. Au cours des années 70, on a noté un accroissement de la spécialisation dans les domaines de l'administration, de la gestion, des services professionnels et scientifiques. L'apparition de nouvelles techniques se reflète également dans la croissance rapide de certaines professions telles que les analystes de systèmes, les programmeurs et les opérateurs sur machines de traitement électronique de données. Bien que l'emploi moyen ait augmenté de 18 % au cours de la décennie, il y a des différences importantes entre les professions. Une analyse plus poussée des données du recensement indiquerait dans quelle mesure ces changements et d'autres ont eu un impact sur certains groupes précis et sur certaines communautés à travers le Canada.

TABLEAU 10

REVENU D'EMPLOI MOYEN POUR 1980 DES PERSONNES AYANT TRAVAILÉ À PLEIN TEMPS TOUTE L'ANNÉE DANS CERTAINES PROFESSIONS ET LA VARIATION EN POURCENTAGE DU REVENU D'EMPLOI MOYEN EN VALEUR CONSTANTE, 1970-1980, CANADA

Nombre	Revenu moyen provenant d'un emploi 1980	Variation en pourcentage en termes réels 1970-1980	
Enseignants élémentaire/maternelle	117 865	21 223	38.0
Infirmières	71 810	18 098	33.3
Agents immobiliers	34 775	23 162	27.5
Facteurs	19 290	18 576	23.0
Polices et détectives (administration)	45 485	25 183	24.2
Camionneurs	139 625	18 507	23.6
Secrétaires et sténographes	208 215	12 886	18.1
Machinistes	30 875	18 838	15.7
Mécaniciens et réparateurs de véhicules automobiles	89 705	16 515	13.3
Chefs et cuisiniers	50 650	11 336	10.5
Travailleurs sociaux	19 055	19 832	10.4
Employés de bureau en général	74 130	13 342	10.1
Analystes de systèmes et programmeurs	43 145	22 945	6.9
Médecins et chirurgiens	22 065	56 539	1.5
Avocats et notaires	24 799	39 039	16.0
Toutes professions	6 212 125	18 902	18.6

Au cours des années 80, on s'attend à ce que les tendances démographiques ajoutent plus de 2 millions de personnes à la population active. En même temps, le rythme des changements technologiques devrait s'accroître. Les données du recensement de 1981 vont aider à planifier les stratégies et les besoins en formation qu'imposent les changements sur le marché du travail qui se produiront.

NOTE

⁽¹⁾ Les données sur la population active du recensement de 1981 présentées ici sont basées sur les concepts de 1971 afin de permettre une comparaison avec les données provenant du recensement de 1971.

RÉFÉRENCES

Kumar-Misir, L. Les tendances de l'emploi dans l'industrie au Canada, 1951-1971, Volume (Post-2), études de profil, Recensement du Canada de 1971, no 99-716 au catalogue, avril 1978.

Organisation Coopération et de Développement Économiques, Statistiques de la population active, 1958-1969 et 1969-1980.

Comment obtenir des renseignements du recensement de 1981

Les données du recensement du Canada de 1981 existent dans une grande variété de publications. La Série nationale présente des statistiques pour le Canada, les provinces et les territoires. La Série provinciale s'attache aux comtés, aux municipalités et aux régions métropolitaines. Enfin, la Série des profils illustre des données sommaires pour certaines régions géographiques comme les circonscriptions électorales fédérales, les régions métropolitaines de recensement, les secteurs de recensement et bien d'autres.

Outre les publications, des totalisations régulières et spéciales sont offertes sur imprimés d'ordinateur, microfiches, microfilms et bandes magnétiques. Des cartes et d'autres documents de référence géographique existent pour bon nombre de données. Il est aussi possible d'avoir accès en direct aux renseignements par le CANSIM, qui est le système d'extraction et la base de données ordinales de Statistique Canada.

Pour obtenir un exemplaire gratuit de Produits et services du recensement du Canada de 1981, prière de contacter le centre régional de référence le plus près.

Recensement de la population de 1981 (Partie IV) : Faits saillants sur le logement

*G.E. Priest

Introduction

Les renseignements recueillis au chapitre du logement au Canada constituent une partie importante des données du recensement de 1981. Le parc de logements a évolué lentement mais au niveau de l'occupation, on a pu observer des changements importants. Comme on l'a souligné dans un article de cette même série¹, la taille moyenne des ménages canadiens, qui a connu une diminution constante depuis le début du siècle, est passée de 3,5 personnes en 1971 à 2,9 personnes en 1981. Pendant la même période, on a observé une légère augmentation du nombre moyen de pièces par logement. En effet, ce dernier est passé de 5,4 en 1971 à 5,7 en 1981, ce qui a donné lieu à une diminution sensible du nombre moyen de personnes par pièce (64 en 1971 à 50 en 1981). Autrement dit, en 1981, un logement canadien comptait en moyenne deux pièces par occupant (en excluant la salle de bains, les corridors et le vestibule).

Nous savons également que la composition des ménages, qui sont plus petits à l'heure actuelle, a beaucoup changé dans la période intercensitaire. Par exemple, en 1971, la proportion de familles sans enfants était de 27 % comparativement à 31,8 % en 1981. Cette augmentation est largement attribuable à deux groupes de la population : les familles dans lesquelles l'épouse est âgée de 45 ans ou plus et dont les enfants ont quitté la maison et les familles dans lesquelles la femme a moins de 35 ans mais n'a pas eu d'enfants. Par conséquent, nous avons constaté qu'un nombre croissant de logements sont occupés par de jeunes couples qui ont repoussé le moment de fonder une famille, ou encore qui ne veulent pas avoir d'enfants, et par des couples plus âgés dont les enfants ont quitté la maison.

Un autre exemple du changement survenu dans la composition du ménage est l'augmentation très importante des personnes vivant seules. En 1981, plus

de 20 % des logements privés étaient occupés par des personnes seules comparativement à 13,4 % en 1971 et 9,3 % en 1961. Une autre augmentation sensible, mais quand même moins importante, est celle que l'on a observée dans le nombre des familles monoparentales, augmentation qui est largement attribuable à l'accroissement du nombre des divorces. Par conséquent, l'augmentation survenue au sein des trois groupes de ménages ci-dessus s'est traduite par une augmentation du nombre de logements privés comptant moins de trois occupants. En 1981, près de 50 % des logements canadiens comptaient un ou deux occupants seulement.

En 1981, le Canada comptait un peu plus de 8,281,000 logements privés (voir graphique 1). Soixante-huit pour cent d'entre eux étaient occupés par des familles vivant seules (c'est-à-dire des familles de recensement² qui ne comptent aucune autre personne, c'est-à-dire qui ne vivent pas avec des pensionnaires, des membres de la parenté ou des personnes non-apparentées). À noter que 20 % des logements étaient occupés par des personnes seules. Les 12 % restants étaient occupés par des familles vivant avec d'autres familles, par des familles vivant avec des membres de leur parenté ou avec des personnes non-apparentées ou encore par des groupes de personnes hors famille. Certains de ces groupes méritent de faire l'objet d'une étude particulière mais nous nous bornons dans le présent article à examiner uniquement les groupes les plus importants. Il est à souligner néanmoins que les résultats du recensement de 1981 permettent d'étudier assez en détail les conditions de vie des personnes et des familles seules. On peut également étudier les familles selon qu'il s'agit de familles monoparentales ou de familles époux-épouse. En outre, dans le cas des familles époux-épouse, on peut distinguer les familles sans enfants, les familles dont les enfants ont quitté la maison et les familles qui sont en train d'élever leurs enfants.

La répartition des familles vivant seules est présentée dans le graphique 2. À noter que 32,3 % des familles

¹ M. Priest est directeur de la Division des caractéristiques sociales familiales et du logement et Chargé de projet. Contenu du recensement de 1981.

ont pas d'enfants à la maison, près d'un million d'entre elles sont des familles dont les enfants ont grandi et ont quitté la maison et 850,000 sont des familles sans enfants (c'est-à-dire qu'elles sont composées de couples qui n'ont pas encore fondé une famille ou de couples qui n'ont jamais eu d'enfants et qui ont passé l'âge d'en avoir). Dans environ 70 % des familles sans enfants, la femme a moins de 35 ans et "risque" encore d'avoir des enfants.

Conditions de vie des familles

Bien que la plupart des familles seules soient propriétaires (71 %) et non locataires, on observe des différences importantes selon le genre de famille. Pres de 80 % des familles époux-épouse avec enfants sont propriétaires (voir graphique 3) contre 51.5 % seulement des familles sans enfants. Ces résultats tendent à confirmer l'hypothèse de Steele³ selon laquelle le type de logement le plus recherché (c'est-à-dire un logement avec accès direct au rez-de-chaussée situé dans un quartier à faible densité de logements) est difficile à obtenir en location. Par conséquent, les familles qui tiennent à se loger dans un quartier dont la densité de logements est faible n'ont pas d'autre choix que de devenir propriétaires. Nous avons également constaté que plus de 76 % des familles dont les enfants ont quitté la maison étaient propriétaires, ce qui porte à penser que les propriétaires plus âgés sont plutôt sédentaires. En effet, ces derniers ont tendance à continuer à habiter la maison familiale (vivant ainsi dans un logement plus grand qu'il ne leur est strictement nécessaire) ou encore ils estiment qu'en demeurant propriétaires, ils se protègent contre l'inflation. C'est dans les familles monoparentales que le pourcentage des propriétaires est le moins élevé soit 63.9 % chez les hommes et 41.8 % chez les femmes.

Parmi les familles propriétaires, le condominium est beaucoup plus répandu chez les couples sans enfants (3.3 %) et les parents uniques de sexe féminin (6.2 %) que dans les autres genres de familles. Seulement 2.2 % des familles époux-épouse avec enfants occupent un condominium.

L'hypothèse de Steele est également étayée par les résultats enregistrés relativement au type de logement : 72.4 % des familles avec enfants habitent des logements individuels non attenants tandis que seulement 2.5 % d'entre elles vivent dans des immeubles à appartements de 5 étages et plus (voir graphique 4). Ces résultats tranchent par rapport à ceux que l'on a obtenus pour les couples sans enfants dont seulement 48.3 % vivaient dans des logements individuels non attenants et 10.9 % dans des tours d'habitation. Ces résultats viennent donc également confirmer la tendance selon laquelle les familles dont les enfants ont quitté la maison continuent d'habiter leur logement individuel non attenant lorsqu'elles se retrouvent seules. On observe cependant une différence sensible entre les familles monoparentales dont le parent est de sexe masculin et celles dont le parent est de sexe féminin : 58.2 % des premières habitent un logement individuel non attenant comparativement à 40.4 % des secondes.

La mobilité des familles est fonction de deux facteurs : l'âge (l'âge de la mère dans une famille époux-épouse ou l'âge du parent unique) et la présence d'enfants. Par exemple, on a constaté, au chapitre de la durée moyenne d'occupation, que les couples sans enfants, en 1981, vivaient depuis 3.6 ans dans leur logement. Par contre, chez les couples avec enfants, la durée moyenne d'occupation était de six ans. Toutefois, si l'on examine la mobilité en fonction de l'âge, on constate que dans les familles où l'épouse ou le parent unique était âgé de moins de 35 ans, la durée moyenne d'occupation était de 3.1 années. Ce nombre passe à 6.3 pour le groupe d'âge de 35 à 44 ans, à 8 pour le groupe d'âge de 45 à 54 ans et à 8.7 pour le groupe de 55 ans et plus. Il s'ensuit donc que ce sont les familles où l'épouse est âgée de 55 ans ou plus et où les enfants vivent encore à la maison qui sont les plus sédentaires. En 1981, la durée moyenne d'occupation était de 9.3 ans pour ce groupe. Inversement, ce sont les familles sans enfants où l'épouse est âgée de moins de 35 ans qui sont les moins sédentaires (soit une période moyenne d'occupation de 2 ans).

En ce qui a trait au nombre moyen de personnes par pièce, le rapport sur lequel on se fonde fréquemment pour obtenir une estimation brute du degré d'occupation, on a constaté que dans les familles monoparentales (que le parent soit de sexe masculin ou féminin), le nombre de personnes par pièce était de .5. Dans les familles époux-épouse avec enfants, le rapport était de .6 tandis que dans les familles sans enfants et dans les familles où les enfants ont quitté la maison, il était de .4. Il est à souligner, cependant, que ces résultats sont bien en dessous de la norme internationale selon laquelle un logement surpeuple est un logement qui compte plus d'une personne par pièce.

Même si presque 77 % de toutes les familles seules ont déclaré habiter un logement en bon état, n'exigeant qu'un entretien régulier, les résultats varient sensiblement selon le genre de famille (voir graphique 5). Ce sont les familles dont les enfants ont quitté la maison qui sont le mieux logées : plus de 80 % d'entre elles vivent dans des logements en bon état, 14.4 % seulement dans des logements nécessitant des réparations mineures et 5.1 %, des réparations majeures. Les couples sans enfants prennent la deuxième place et les familles époux-épouse avec enfants, la troisième. Ce sont les familles monoparentales (que le parent soit de sexe masculin ou féminin) qui sont le moins bien logées : dans plus de 30 % des cas, leur logement a besoin de réparations quelconques.

Dans le recensement de 1981, on a demandé aux propriétaires de logements non agricoles de donner une estimation de la valeur marchande de leur habitation. C'est chez les couples avec enfants que l'on compte la proportion la plus faible de familles vivant dans des logements de moins de \$50,000 (33.1 %) et la plus forte dans des logements de \$100,000 et plus (22.7 %). Par ailleurs, chez les familles monoparentales, la plus forte proportion était constituée de familles dont le parent est de sexe masculin vivant dans des logements de moins

de \$50,000 (45.4 %) et la plus faible, de familles dont le parent est de sexe féminin habitant dans des logements de \$100,000 et plus (16.7 %).

Frais de logement

Dans le cadre du recensement de 1981, on a demandé à ces mêmes propriétaires de déclarer leur revenu et d'indiquer leurs dépenses pour le logement. Comme on peut le voir au tableau 1, près de 390,000 familles vivant seules et propriétaires de logement ont consacré 35 % de leur revenu ou davantage pour se loger. Si les spécialistes ne parviennent pas à s'entendre sur la proportion maximale pouvant être dépensée pour le logement, ils sont unanimes à dire qu'une famille qui consacre plus de 35 % de son revenu au logement risque d'avoir des difficultés à bouclier son budget. Il est à souligner cependant que c'est au niveau du genre de famille que les écarts les plus sensibles apparaissent. Bien que le revenu moyen des familles dont les enfants ont quitté la maison soit assez bas (\$23,486), seulement 6.5 % de ces familles propriétaires ont dépensé 35 % de leur revenu ou davantage pour le logement. Par ailleurs, 9.6 % des familles sans enfants, qui avaient un revenu relativement élevé (\$30,738), ont consacré 35 % de leur revenu ou plus au logement. Les couples avec enfants se classent au premier rang pour leur revenu et 10 % d'entre eux ont consacré une partie importante de leur revenu au logement. Ce sont les familles monoparentales dont le parent est de sexe féminin qui constituent le groupe le plus désavantagé, avec un revenu moyen de \$19,014, 26 % de ces familles ont dépensé 35 % ou plus de leur revenu pour le logement. En fait, 16.5 % d'entre elles ont dépensé plus de 50 % de leur revenu à ce poste.

Comme en témoignent les résultats présentés au tableau 2, les frais de logement varient sensiblement non seulement selon le genre de famille mais encore selon qu'il s'agit de propriétaires ou de locataires. Les couples propriétaires sans enfants ont les paiements mensuels les plus élevés tandis que les couples propriétaires dont les enfants ont quitté la maison, les moins élevés. Les dépenses de ces derniers correspondent à un peu plus de la moitié de celles des couples sans enfants. Il est intéressant de noter que les dépenses des propriétaires, quel que soit le genre de famille à laquelle ils appartiennent, sont toujours plus élevées que celles des locataires, exception faite des couples dont les enfants ont quitté la maison.

En comparant les tableaux 1 et 3, on se rend compte que le revenu des propriétaires est toujours sensiblement plus élevé que celui des locataires. C'est dans les familles monoparentales dont le parent est de sexe féminin que l'on observe l'écart le plus considérable - les propriétaires ont un revenu moyen de \$19,014 et les locataires, de \$10,741 seulement, ce qui ne correspond qu'à un peu plus de la moitié du revenu des premières. Il est également à souligner qu'un peu moins de la moitié de ces familles monoparentales locataires dépensent 35 % de leur revenu ou plus pour le logement et 33 % d'entre elles, 50 % ou plus.

Ces deux tableaux nous indiquent par ailleurs qu'un pourcentage plus élevé de locataires que de propriétaires, quel que soit le genre de famille, dépensent 35 % ou plus de leur revenu pour le logement (par exemple, 14.4 % des familles époux-épouse qui sont locataires consacrent une partie importante de leur revenu au logement comparativement à seulement 10 % des familles propriétaires).

Malheureusement, au recensement de 1971, on n'a pas recueilli de données sur les frais de logement des propriétaires. Par contre, nous disposons de données pour les locataires. Ces résultats, qui figurent au tableau 4, nous permettent de voir que des changements significatifs se sont produits pendant la période intercensitaire. En 1971, 14.5 % de l'ensemble des familles locataires consacraient 35 % de leur revenu ou plus au logement. En 1981, il y en avait 19.8 %. L'augmentation la plus significative a touché les familles époux-épouse où ce pourcentage est passé de 9.9 % à 14.4 %. Le seul groupe pour lequel on a observé une diminution en 1981 est celui des familles dont les enfants ont quitté la maison. Le pourcentage des familles qui ont consacré 35 % de leur revenu ou plus au logement est passé de 19 % à 16.1 %. Cependant, à l'heure actuelle il est difficile d'expliquer clairement ce renversement, bien qu'on puisse peut-être l'attribuer à une augmentation des personnes actives et à un accroissement des revenus des femmes mariées.

Personnes vivant seules

En 1981, 71.5 % de toutes les familles vivant seules étaient propriétaires de leur logement comparativement à 31.9 % pour les personnes vivant seules. Parallèlement, 65.2 % de toutes les familles vivaient dans des logements individuels non attachés comparativement à 30.5 % des personnes vivant seules. Inversement, 5.4 % seulement des familles vivant seules habitaient des appartements dans des immeubles de 5 étages et plus par rapport à 22.3 % pour les personnes vivant seules.

Toutefois, les personnes vivant seules ne sont pas particulièrement mobiles : en 1981, la durée d'occupation moyenne pour ce groupe était de 5 ans, comparativement à seulement 5.9 ans pour l'ensemble des familles.

Comme on pouvait s'y attendre, les personnes vivant seules aiment occuper un assez grand espace. Pour l'ensemble des familles, le rapport moyen personnes par pièce est de 0.5 tandis que pour les personnes vivant seules, il est de 0.2. Autrement dit, les logements occupés par des familles comptent en moyenne deux pièces par membre du ménage tandis que ceux des personnes vivant seules, chose supranante, en comptent en moyenne cinq.

Au chapitre de l'état du logement, on n'a pas observé de différences significatives entre les familles vivant seules et les personnes vivant seules. Toutefois, il en est tout autrement en ce qui concerne la valeur des logements : 35 % de toutes les familles propriétaires vivaient dans des logements de moins de \$50,000

Tableau 1

Nombre et pourcentage de familles vivant seules, propriétaires, qui ont dépensé au moins 35 % de leur revenu pour le logement, selon le revenu moyen de la famille, Canada, 1981

Genre de famille	Nombre de familles dépensant 35 % de leur revenu ou plus pour le logement	Pourcentage de familles dépensant 35 % de leur revenu ou plus pour le logement	Revenu moyen de la famille (en dollars)
Epoux-épouse avec enfants	246,780	10.0	33,154
Epoux-épouse dont les enfants ont quitté la maison	45,845	6.5	23,486
Epoux-épouse sans enfants	40,810	9.6	30,738
Monoparentale, parent de sexe masculin	6,675	13.3	26,892
Monoparentale, parent de sexe féminin	49,365	26.0	19,014
Ensemble des familles	389,480	10.1	30,325

Tableau 2

Frais de logement, familles vivant seules, propriétaires et locataires, dans l'ordre décroissant, Canada, 1981

Frais de logement mensuels moyens \$	Mode d'occupation et genre de famille
443	Propriétaire Époux-épouse sans enfants
426	Propriétaire Epoux-épouse avec enfants
348	Propriétaire Famille monoparentale, parent de sexe masculin
331	Locataire Époux-épouse avec enfants
325	Locataire Famille monoparentale, parent de sexe masculin
312	Locataire Epoux-épouse sans enfants
309	Propriétaire Famille monoparentale, parent de sexe féminin
306	Locataire Epoux-épouse dont les enfants ont quitté la maison
287	Locataire Famille monoparentale, parent de sexe féminin
225	Propriétaire Epoux-épouse dont les enfants ont quitté la maison

Nota Les frais de logement comprennent, dans le cas d'un propriétaire, les paiements hypothécaires (capital et intérêts), les taxes, les services d'utilité publique, le combustible et les services municipaux.

Pour un locataire, les frais de logement (loyer brut) comprennent le loyer en argent, les services d'utilité publique, le combustible et les services municipaux.

A noter qu'une partie des frais de logement d'un propriétaire peut être considérée comme un placement.

Tableau 3

Nombre et pourcentage de familles vivant seules, locataires, qui ont dépensé au moins 35 % de leur revenu pour le logement, selon le revenu moyen de la famille, Canada, 1981

Genre de famille	Nombre de familles dépensant 35 % de leur revenu ou plus pour le logement	Pourcentage de familles dépensant 35 % de leur revenu ou plus pour le logement	Revenu moyen de la famille (en dollars)
Epoux-épouse avec enfants	94,380	14.4	22,560
Epoux-épouse dont les enfants ont quitté la maison	36,950	16.1	19,604
Epoux-épouse sans enfants	45,810	11.1	23,118
Monoparentale, parent de sexe masculin	5,970	20.0	20,577
Monoparentale, parent de sexe féminin	132,775	49.2	10,741
Ensemble des familles	315,890	19.8	20,243

Tableau 4

Nombre et pourcentage de familles vivant seules, locataires, qui ont dépensé au moins 35 % de leur revenu pour le logement, selon le revenu moyen de la famille, Canada, 1971

Genre de famille	Nombre de familles dépensant 35 % de leur revenu ou plus pour le logement	Pourcentage de familles dépensant 35 % de leur revenu ou plus pour le logement	Revenu moyen de la famille (en dollars)
Epoux-épouse avec enfants	84,445	9.9	8,956
Epoux-épouse dont les enfants ont quitté la maison	28,925	19.0	7,861
Epoux-épouse sans enfants	30,220	9.3	9,635
Monoparentale, parent de sexe masculin	3,940	18.4	7,736
Monoparentale, parent de sexe féminin	69,790	47.6	4,815
Ensemble des familles	217,335	14.5	8,570

comparativement à 51,1 % des personnes vivant seules. Parallèlement, 21,7 % de toutes les familles propriétaires vivaient dans des logements de \$100,000 ou plus comparativement à seulement 14,4 % des personnes vivant seules. Les frais moyens de logement des personnes seules propriétaires s'élevaient à \$233 par mois, ce qui est un montant bien inférieur aux dépenses pour le logement de la plupart des familles propriétaires mais supérieur à celles des familles époux-épouse propriétaires dont les enfants ont quitté la maison (\$225). Par ailleurs, 22 % des personnes vivant seules ont consacré 35 % ou davantage du revenu annuel moyen (\$13,363) au logement.

Le loyer brut moyen des personnes vivant seules était de \$252 par mois et 32,3 % d'entre elles y ont consacré 35 % ou plus de leur revenu annuel moyen qui était de \$11,994. En fait, pour 19 % des personnes vivant seules, la part du logement correspondait à 50 % ou plus du revenu. Il est intéressant de noter qu'en 1981, par rapport à 1971, un pourcentage un peu moins élevé de personnes vivant seules ont consacré 35 % de leur revenu ou davantage au logement (32,2 % en 1981 et 37,9 % en 1971), comme c'était le cas des familles dont les enfants ont quitté la maison. Encore une fois, nous n'arrivons pas, à l'heure actuelle, à expliquer ce renversement mais on peut supposer que les divorcées et les veuves, qui représentent une fraction importante des personnes vivant seules, peuvent avoir été plus nombreuses chez les actifs et peuvent également avoir obtenu des revenus plus élevés en 1981 qu'en 1971.

Conclusion

En conclusion, ce bref aperçu du mode d'occupation du parc immobilier au Canada indique que les tendances au chapitre du logement varient selon la composition des ménages. Au recensement de 1981, on a pris beaucoup de soin pour que les données sur le logement soient aussi représentatives que possible des différents genres de ménage, c'est-à-dire non seulement des familles monoparentales mais aussi des familles dont les enfants ont quitté la maison, les familles sans enfants et les familles dont les deux conjoints sont actifs. Les tendances au chapitre du logement varient considérablement chez ces familles. Des totalisations inédites qui incluent l'âge de l'épouse, du parent seul ou des personnes seules, permettent de définir encore plus clairement les liens existant entre la composition du ménage et le mode d'occupation du logement. Il ressort des résultats présentés dans cet article que trois groupes en particulier méritent qu'on leur consacre une étude plus approfondie. Il est évident qu'un bon nombre de familles monoparentales dont le parent est de sexe féminin éprouvent des difficultés à se loger. Par contre, les familles dont les enfants ont quitté la maison semblent bien se tirer d'affaire, mais il faudrait quand

même se livrer à un examen plus approfondi des couples à la retraite et des couples qui sont encore sur le marché du travail. Au même titre, il faudrait étudier les familles sans enfants en faisant une distinction entre les couples qui ont passé l'âge d'avoir des enfants et les couples qui peuvent encore en avoir.

Renvois

¹ Pryor, E.T., "Recensement de la population de 1981. Quelques faits saillants (Partie 1)", *Revue Statistique du Canada*, juin 1983.

² Y compris les époux et les épouses avec ou sans enfants jamais mariés de même que les parents seuls avec un ou plusieurs enfants jamais mariés.

³ Marion Steele, *La demande de logements au Canada*, Statistique Canada, Ottawa, 1979, p. 123.

Références

Pryor, E.T., "Recensement de la population de 1981. Quelques faits saillants (Partie 1)", *Revue Statistique du Canada*, juin 1983.

Marion Steele, *La demande de logements au Canada*, Statistique Canada, Ottawa, 1979.

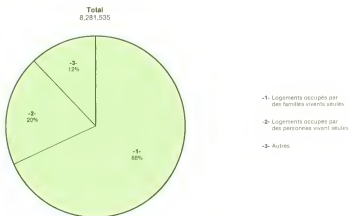
Pour obtenir des renseignements sur les résultats du recensement de 1981

Les résultats du recensement paraissent dans une vaste gamme de publications. La Série nationale contient des données sur l'ensemble du Canada, les provinces et les territoires. La Série provinciale contient des données sur les comtés, sur les villes et les municipalités. La Série des profils contient des données sommaires sur des régions géographiques particulières, c'est-à-dire les circonscriptions électorales fédérales, les régions métropolitaines de recensement, les secteurs de recensement, etc.

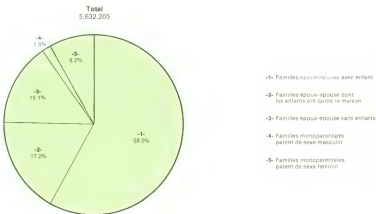
En plus de ces publications, Statistique Canada peut vous offrir des tableaux normalisés et des tableaux spéciaux sur imprimé d'ordinateur, sur microfiches, microfilm ou bande magnétique. Vous pouvez également vous procurer des cartes et d'autres documents de référence sur la géographie pour différents types de données. De plus, vous pouvez avoir accès direct aux données à l'aide du système CANSIM, qui est la banque de données et le système d'extraction des données de Statistique Canada.

Pour obtenir gratuitement un exemplaire des *Produits et services du recensement de 1981* ou pour toute demande de renseignement général, adressez-vous au centre de consultation régional le plus proche de chez vous.

Logements privés occupés Canada, 1981

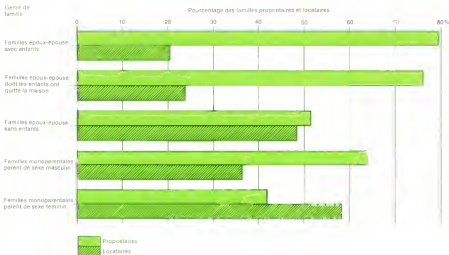


Familles vivant seules selon le genre, Canada, 1981



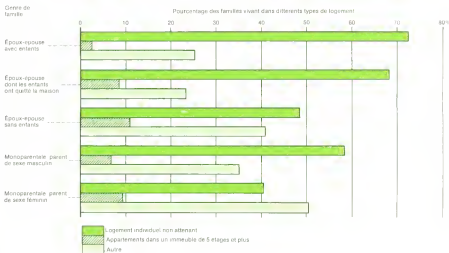
Graphique 3

Familles vivant seules, selon le genre de famille et le mode d'occupation, Canada, 1981

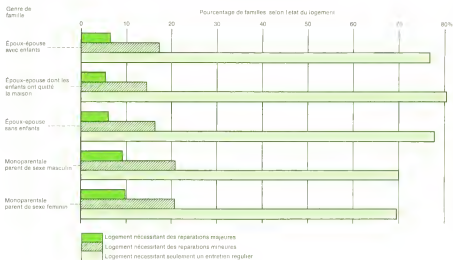


Graphique 4

Familles vivant seules, selon le genre de famille et le type de logement, Canada, 1981



Familles vivant seules, selon le genre de famille et l'état du logement, Canada, 1981



Recensement de la population de 1981 (5^e partie): Points saillants relatifs à l'éducation

* G.A. Mori

Introduction

Les données du recensement canadien de 1981 relatives à l'éducation servent principalement à établir le niveau des ressources humaines en ce qui concerne le niveau de scolarité et les titres scolaires obtenus et à fournir un indice général de l'ampleur des programmes de perfectionnement dispensés dans une année scolaire déterminée. Ces données proviennent d'un ensemble, ou module, de cinq questions posées à un échantillon (20%) de tous les résidents canadiens non-pensionnaires d'institutions (à l'exclusion des résidents étrangers tels que les représentants gouvernementaux des autres pays) et aux Canadiens vivant à l'étranger mais dont la résidence habituelle se trouvait encore au Canada. Les données furent restreintes par la suite aux personnes âgées de 15 ans et plus au moment du recensement (3 juin 1981).

Trois questions relatives à l'éducation avaient trait au niveau de scolarité atteint à l'école primaire ou secondaire, à l'université ou dans d'autres établissements non universitaires (postsecondaire ou formation professionnelle). Une quatrième question concernait l'ensemble des grades, certificats et diplômes sanctionnant les études menées à bien dans ces établissements. Enfin, une cinquième question touchait à la fréquentation scolaire (à plein temps ou à temps partiel) au cours de l'année scolaire 1980-1981.

Suite à la parution initiale des données du recensement de 1981 relatives à l'éducation, les médias mirent d'abord l'accent sur le fait que les Canadiens avaient un niveau d'instruction jamais atteint auparavant et que de plus en plus de Canadiens rejoignaient les rangs des diplômés d'université. Sans aucun doute, les données indiquaient clairement que le niveau d'instruction des Canadiens avait fait un bond historique: le nombre de diplômés d'université avait plus que doublé entre 1971 et 1981 (passant de 720,000 à 1,500,000), alors que la proportion de la population dont le niveau de scolarité

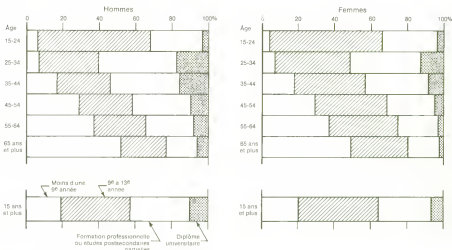
n'excédait pas la huitième année declinait, passant d'un tiers en 1971 à un cinquième en 1981. Dans le même temps, la proportion de la population possédant un niveau de scolarité postsecondaire passait de moins d'un cinquième en 1971 à plus d'un tiers en 1981. Cet accroissement du niveau de scolarité des Canadiens fut en général interprété comme un signe de progrès socio-économique. Il y a bien entendu de solides raisons pour accepter cette opinion. Au moment où le recensement permettait d'enregistrer un niveau record en matière de scolarité, l'économie canadienne subissait certains changements, surtout du milieu des années 70 au début des années 80. Ainsi, le taux de chômage chez les diplômés d'université a fluctué entre un minimum de 3.0% en 1975 et un maximum de 3.8% en 1978, en 1980, ce taux est retombé à 3.1% pour remonter très légèrement en 1981 où il s'établissait à 3.2%. Cependant, il a grimpé à 4.9% en 1982.¹ Cette dernière hausse, en particulier, soulève la question de la capacité du marché du travail canadien d'absorber le nombre croissant de diplômés des universités et des collèges.

L'examen de certains points saillants du recensement de 1981 en matière d'éducation porte brièvement sur les corrélations socio-économiques du niveau de scolarité, par exemple la mobilité, la profession, le revenu et l'activité, ainsi que sur les corrélations économiques et socio-culturelles de la fréquentation scolaire.

Niveau de scolarité et autres caractéristiques socio-économiques

Comme on le mentionne dans l'introduction, le niveau de scolarité de la population canadienne a atteint des sommets historiques en juin 1981. À ce moment-là, d'autres indicateurs économiques, tels que ceux qui sont résumés dans l'indicateur composite avancé de Statistique Canada, enregistraient l'amorce d'un déclin de l'activité économique globale.² Retrospectivement, il apparaît que juin 1981 précède de très peu la

¹ G.A. Mori est analyste principal à la Division des caractéristiques sociales, familiales et du logement.

Niveau de scolarité par sexe et par âge⁽¹⁾, Canada, 1981

(1) Population de 15 ans et plus, à l'exclusion des pensionnaires d'institution.

contraction économique de 1981-1982, qui, au dire de la plupart, fut la plus grave récession d'après-guerre que connut le Canada. Cependant, environ un an avant la date du recensement, le Canada était entré dans une phase d'expansion du cycle économique succédant à une brève mais relativement violente contraction qui avait eu lieu lors des deux premiers trimestres de 1980. Les mesures du recensement relatives à l'éducation et aux facteurs socio-économiques ont donc eu lieu entre deux récessions relativement rapprochées.

En ce qui concerne le niveau de scolarité ou les données sur les diplômés, les variations à court terme du cycle économique n'ont pas eu d'effet significatif sur le nombre de sortants puisqu'il faut des années, et même des décennies, pour constituer la main-d'œuvre instruite d'un pays. Néanmoins, lorsqu'on introduit des facteurs économiques plus dynamiques à court terme tels que la mobilité ou l'activité, leurs effets sur le niveau de scolarité et l'influence de la date d'exécution du recensement par rapport à eux deviennent plus apparents.

Niveau général de scolarité. Le graphique 1 présente la distribution du niveau de scolarité du pays par sexe et par groupe d'âge. La discontinuité apparente au niveau du groupe d'âge des 15 à 24 ans est évidemment liée au fait qu'un important segment de ce groupe n'a pas encore terminé ses études. La tendance est en revanche très claire en ce qui concerne les groupes d'âges au-delà de 24 ans. Chaque cohorte de 10 ans possède un niveau de scolarité plus élevé que la cohorte

qui la précède immédiatement sur l'échelle des âges. Cela signifie que les générations successives ont un niveau de scolarité croissant. Certains indices laissent pourtant croire que le niveau de production en matière d'éducation approche peut-être de son maximum. Il est possible d'observer ce phénomène en comparant les distributions des groupes d'âge 25-34 et 35-44 du graphique 1. Bien que la proportion des personnes ayant fait des études secondaires (9^e à 13^e année) augmente dans le groupe d'âge plus jeune, la proportion des personnes possédant une formation professionnelle ou postsecondaire, y compris les diplômés d'université, ne varie que de quelques points. Néanmoins, ces chiffres indiquent que plus de la moitié des hommes et environ la moitié des femmes du groupe 25-44 ans ont bénéficié d'une formation postsecondaire. Il est même possible que ces proportions continuent d'augmenter à l'avenir sous l'influence d'une vigoureuse politique d'éducation permanente et de recyclage.

Un des problèmes actuels concernant l'éducation des adultes est celui de "l'analphabétisme fonctionnel" qui, selon la définition opérationnelle de l'UNESCO, correspond à un niveau de scolarité inférieur à la 9^e année. On a prétendu que le fort niveau d'analphabétisme fonctionnel de la population canadienne empêchait l'utilisation optimale de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail. En s'appuyant sur les chiffres du recensement de 1971, on a largement répandu la notion selon laquelle

l'analphabétisme, puisqu'on le nomme ainsi, toucherait près de 5 millions de personnes, soit environ un tiers des Canadiens de 15 ans et plus. Un coup d'œil sur les statistiques du plus récent recensement de 1981 relatives à l'éducation replace cette question dans sa juste perspective. Tout d'abord, on a dénombré au Canada un total de 3 7 millions de personnes ayant moins d'une 9^e année, sans autre formation³. Cela représente exactement un cinquième des Canadiens de 15 ans et plus. Plus de la moitié des personnes composant ce sous-groupe (51 pour cent) étaient âgées de 55 ans et plus. Lorsque l'on considère le groupe d'âge 15 à 44 ans, le nombre de personnes que l'on pourrait considérer comme des candidats potentiels à l'alphabétisation fonctionnelle est légèrement supérieur au million.

A l'autre extrémité de l'éventail scolaire, le graphique 1 indique le gradient d'âge, tant pour les hommes que pour les femmes, en ce qui concerne la proportion des diplômés d'université. Ce secteur, qui probablement reçoit la plus grande attention³, représente pourtant seulement 8% de la population. Dans le groupe d'âge des 25-34 ans, qui compte le plus grand nombre de diplômés, leur proportion s'établissait à 15%. C'est pourquoi il est possible de prévoir que, même dans les cohortes plus jeunes, pas plus d'une personne sur cinq ne possèdera un diplôme universitaire. Cela constitue une augmentation considérable en comparaison des années précédentes puisque dans le groupe d'âge des 55-64 ans, seulement une personne sur vingt possède un diplôme universitaire. Alors que le nombre des Canadiens de 15 ans et plus a augmenté de 54% depuis 1961, le nombre de diplômés d'université s'est accru quant à lui de 322%, ce qui représente environ six fois le taux de croissance démographique. Bien qu'une large fraction de cet accroissement soit due à des facteurs démographiques et à l'apparition du phénomène d'explosion démographique, il est difficile d'établir s'il s'agit là d'un taux de croissance valable ou excessif.

De toute façon, que les résultats en matière d'éducation soient évalués uniquement en fonction de la demande

du marché du travail ou qu'on fasse intervenir d'autres critères, il n'en demeure pas moins que la question du nombre de diplômés d'université actuels ou futurs restera une source de préoccupation pour les technocrates et les décideurs au cours des années 80 et peut-être aussi des années 90.

Formation professionnelle et autres études non universitaires

La formation professionnelle et les autres études non universitaires (postsecondaires) constituent un des secteurs de l'éducation que l'on a tendance à négliger. Il y avait au total 4,0 millions de personnes qui possédaient un certificat d'école de métiers ou un certificat d'autres études non universitaires (ou les deux), plus 1,1 million de personnes qui étudiaient dans le but d'obtenir un certificat d'autres études non universitaires ou qui s'étaient inscrites dans un établissement d'autres études non universitaires sans y avoir obtenu de certificat ou de diplôme. Le tableau 1 fournit des données additionnelles sur ce secteur, en indiquant la nature des certificats obtenus ainsi que leur rapport avec les autres niveaux de scolarité. On remarque qu'une majorité (environ les deux tiers) des détenteurs de certificats d'écoles de métiers et une importante proportion (environ un tiers) des détenteurs de certificats d'autres études non universitaires ne détiennent pas (ou ne l'ont pas signalé) de certificat d'études secondaires. Étant donné ces distributions, il serait probablement justifié de qualifier le groupe d'autres études non universitaires de "postsecondaire" (comme ce fut le cas lors des recensements de 1971 et 1976). Il est cependant clair que la plupart des certificats d'écoles de métiers ne peuvent être assimilés à des diplômes d'études postsecondaires au sens littéral du terme. De toute façon, terminologie mise à part, la quantité de personnes possédant ces titres scolaires atteste de leur importance dans la main-d'œuvre canadienne.

Pendant la dernière décennie, la croissance marquée du secteur non universitaire semble s'être concentrée au

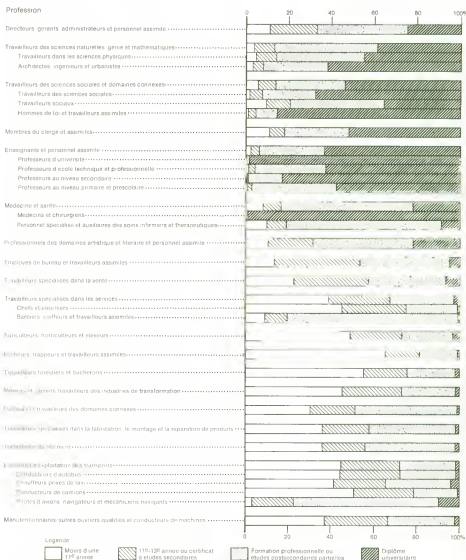
TABLEAU 1. Détenteurs de certificats d'écoles de métiers ou d'autres études non universitaires, selon leur plus haut niveau de scolarité, Canada, 1981

Plus haut niveau de scolarité	Total des personnes de 15 ans et plus*	Certificat d'une école de métiers ou certificat ou diplôme d'autres études non universitaires					
		Total	Sans certificat d'études secondaires			avec certificat d'études secondaires	
			Certificat d'une école de métiers	Certificat d'autres études non universitaires	Certificat d'autres études non universitaires et certificat d'une école de métiers	Certificat d'une école de métiers	Certificat d'autres études non universitaires
Total	18 608 285	4 019 180	1 326 875	643 260	69 150	711 250	1 106 825
Primaire-secondeaire uniquement	11 973 755	632 735	469 605	—	—	163 125	—
Moins d'une 9 ^e année	3 851 285	119 975	115 055	—	—	4 920	—
9 ^e - 10 ^e année	3 320 180	167 835	151 850	—	—	16 980	—
11 ^e - 12 ^e année	4 820 650	344 905	202 895	—	—	142 010	—
Autres études non universitaires seulement	3 666 330	2 554 125	790 115	519 215	57 240	420 130	662 470
Études universitaires	2 969 200	832 325	67 160	124 045	11 925	127 995	444 350
Sans grade	1 479 020	569 865	59 000	52 260	10 055	97 430	263 570
Avec grade	1 490 180	262 455	8 160	29 785	1 850	30 565	180 780
							12 375

* A l'exclusion des pensionnaires d'institution.

** Chiffres absents suite à l'exclusion de personnes de divers niveaux de scolarité primaire-secondeaire dans les niveaux autres études non universitaires ou études universitaires.

Niveau de scolarité selon la profession, (1) Canada, 1991



(1) Fondées sur la population active expérimentée

niveau des cours postsecondaires les plus récents proposés par les collèges communautaires, les CEGEP et les instituts techniques. Le nombre des étudiants ayant une formation non universitaire postsecondaire a plus que doublé au cours de cette période. Cependant, une comparaison des données relatives à la formation professionnelle entre 1971 et 1981 révèle que ce secteur n'a connu qu'une très légère croissance.⁵ Cela n'implique pas nécessairement qu'il s'agisse d'un secteur moribond. Il semble plutôt que les innovations technologiques les plus récentes dans les entreprises commerciales nécessitent des aptitudes et une formation différentes de celles qui étaient enseignées dans les écoles ou dans les centres d'apprentissage il y a tout juste dix ans. En même temps, les besoins de formation dans les domaines plus neufs (l'informatique, par exemple) ont été largement comblés par les universités, les collèges communautaires et les écoles commerciales privées plutôt que par la voie de l'apprentissage. Cela peut par conséquent avoir réduit la croissance du secteur professionnel au profit des détenteurs de diplômes universitaires ou de certificats d'autres études non universitaires.

Profession et scolarité. Lorsque l'on compare les secteurs universitaires et non universitaires en fonction de la composition professionnelle de la population active expérimentée du Canada, on décelé certains contrastes très marqués (voir graphique 2). Ce graphique renferme des professions de tous les grands groupes de 1980, ainsi que quelques professions types des groupes de base ou des sous-groupes. Il apparaît clairement que l'élément universitaire est fortement représenté dans l'enseignement, les sciences sociales, les sciences naturelles, le génie et les mathématiques. Presque tous les professeurs d'université, les médecins et les chirurgiens ainsi que la majorité des juristes sont diplômés d'université. Environ la moitié des personnes qui travaillent dans les domaines des sciences naturelles, du génie et des mathématiques et environ le quart de celles qui travaillent dans les domaines de la direction et de l'administration, artistiques et littéraires et des activités connexes sont également diplômées

d'université. L'élément professionnel ou postsecondaire (incluant les personnes possédant une formation universitaire sans être diplômées) est fortement représenté dans les domaines de la médecine et de la santé et de certains services (coiffeurs, par exemple). Il est également assez bien représenté dans les domaines de la direction et de l'administration, des sciences naturelles, du génie, de l'usinage, de la fabrication, du montage et de la réparation des produits finis et de la construction. Il est aussi possible de déduire de ce tableau que dans la presque totalité des grands groupes professionnels (à l'exception de la pêche, du piégeage et de l'exploitation forestière), la majorité des personnes possèdent une scolarité approchant ou atteignant le niveau du certificat d'études secondaires.

Migration et scolarité. Un autre aspect liant l'éducation aux autres variables socio-économiques a trait aux effets de la migration sur les ressources d'une région donnée en matière d'éducation. Bien que le recensement ait lieu à un moment très précis, ce qui équivaut à l'instantané d'une structure en mouvement, les données relatives à la mobilité (définie comme un changement de domicile au cours des cinq années précédentes) permettent l'analyse des facteurs dynamiques influant sur la distribution changeante des niveaux de scolarité dans la population. Le tableau 2 résume ces renseignements sur la mobilité en présentant les effets nets de la migration interprovinciale sur les niveaux de scolarité des provinces et des territoires canadiens. Pour ce qui est de la population totale, on remarque que l'Alberta et la Colombie-Britannique sont les seules provinces à connaître un accroissement net de leur population suite à la migration interprovinciale entre 1976 et 1981. Au contraire, la population du Québec, de l'Ontario et du Manitoba a visiblement diminué. En ce qui concerne les niveaux de scolarité, les personnes ayant moins d'une 9^e année sont les moins touchées par la migration. La redistribution la plus importante interesse les personnes ayant fait des études secondaires, professionnelles ou postsecondaires partielles. Dans le secteur universitaire, on note un déplacement net de plus de 36,000

Tableau 2 Gain ou perte net relatif au niveau de scolarité suite à la migration interprovinciale, 1976 à 1981

Province ou territoire	Gain (+) ou perte (-) net				
	Population totale de 15 ans et plus	Moins d'une 9 ^e année	9 ^e - 13 ^e année	Formation professionnelle ou études postsecondaires partielles**	Diplôme universitaire
Terre-Neuve	17,280	1 215	7,135	8 045	895
Île-du-Prince-Édouard	590	+ 290	270	480	130
Nouvelle-Écosse	7,590	+ 355	2,300	3 440	2 205
Nouveau-Brunswick	9 020	+ 385	3,510	4 130	1 760
Québec	120 585	7 555	42,500	50,320	20 210
Ontario	67,545	4 315	31,895	26 740	4,595
Manitoba	35 845	2,680	13,175	13,795	6,195
Saskatchewan	7 600	640	4 180	2,255	530
Alberta	+ 172 105	8,865	+ 72,555	68,225	+ 22 435
Colombie-Britannique	+ 95,330	+ 6 850	32 980	+ 41,910	+ 13 590
Yukon	180	105	105	190	+ 230
Territoires du Nord-Ouest	1 205	220	465	770	+ 255

* À l'exclusion des personnes en institution.

** Études postsecondaires partielles inclut les personnes ayant suivi d'autres études non universitaires partielles ou complètes, des études universitaires partielles ou qui possèdent un certificat inférieur au baccalauréat.

L'analyse des données relatives au niveau de scolarité du point de vue de la mobilité permet de mieux saisir les fluctuations du niveau global des diverses régions du Canada. Ainsi, si l'on isole le secteur "diplôme universitaire" à des fins d'analyse, il devient possible de comparer graphiquement les statistiques respectives (voir graphique 3). Les deux colonnes indiquent l'accroissement du nombre de diplômés d'université entre 1976 et 1981, la première représentant l'augmentation réelle sans tenir compte de la migration interprovinciale et la seconde considérant les effets de cette dernière. La deuxième colonne fournit sans contredit une représentation plus exacte de la production dans le domaine de l'éducation de chaque province ou territoire considérés comme unités de production. Sans tenir compte de la migration, ce sont l'Alberta, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest qui produisent la plus forte proportion de diplômés par rapport à l'ensemble de leur population. Pourtant, si l'on prend en considération la migration interprovinciale, c'est plutôt au Québec, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve que la population universitaire s'accroît le plus. Cette façon d'aborder les problèmes prouve qu'en tenant compte des facteurs démographiques sous-jacents tels que la mobilité, on obtient des résultats assez différents de ce qui apparaît superficiellement.

Revenu et scolarité. Le tableau 3 renferme certaines données relatives au revenu et à la scolarité qui illustrent une des nombreuses façons d'analyser l'association de ces deux paramètres. Il s'agit ici des rapports entre les revenus moyens des personnes situées aux deux extrêmes de l'éventail scolaire, c'est-à-dire celles qui possèdent des diplômes universitaires et celles qui n'ont pour ainsi dire reçu aucun enseignement secondaire. Ces rapports sont présentés sous forme désagrégée par groupe d'âge et par sexe, pour 1970 et pour 1980. Bien que le rapport (ou "ratio") relève de l'artifice numérique, il est possible de le considérer comme une mesure générale du lien existant entre le revenu et la possession d'un diplôme universitaire. Le fléchissement de ce rapport entre 1970 et 1980, tant pour les hommes que pour les femmes, semble indiquer un relâchement du lien. Néanmoins, les rapports par groupe d'âge ont une signification un peu différente. Pour les hommes des groupes d'âge 20-24 et 25-34, le rapport augmente entre 1970 et 1980 alors qu'il diminue chez les hommes plus âgés. Quant aux femmes, le rapport diminue pour tous les groupes d'âge, sauf pour le groupe 20-24 où il reste stable entre 1970 et 1980. De telles combinaisons de données peuvent servir à quantifier la relation entre le revenu et la scolarité pour d'autres sous-groupes de la population ainsi que pour des périodes différentes.

Graphique — 3

Augmentation en pourcentage du nombre de diplômés d'université, avec indication des effets de la migration interprovinciale, 1976-1981

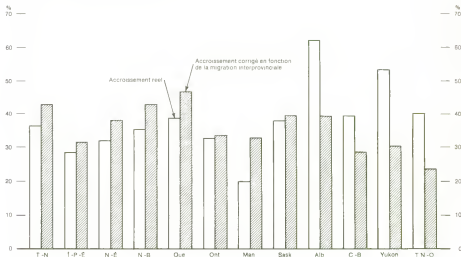


Tableau 3 Rapport entre le revenu moyen des détenteurs de diplômes universitaires et le revenu moyen des personnes n'ayant pas atteint la 9^e année, par groupe d'âge et par sexe, Canada, revenus 1970 et 1980

Groupe d'âge	Hommes		Femmes	
	1970	1980	1970	1980
Population totale de 15 ans et plus	2 42	2 30	2 71	2 56
20-24	0 90	1 00	1 52	1 53
25-34	1 70	1 74	2 52	2 43
35-44	2 55	2 18	2 73	2 61
45-54	3 04	2 59	3 19	3 07
55-64	3 41	2 83	3 73	3 50
65 ans et plus	3 83	3 29	3 19	2 88

Source Recensement du Canada de 1971, bulletin n° 94-763, Tableau 9
Recensement du Canada de 1981 bande sommaire, tableau SPY81621

* Revenu moyen des détenteurs de diplômes universitaires / revenu moyen des personnes n'ayant pas atteint la 9^e année

TABLÉAU 4 Population de 25 ans et plus*, selon le plus haut niveau de scolarité et le sexe, avec indication du nombre et du pourcentage de personnes actives de 25 ans et plus* en chômage, Canada, 1981

Plus haut niveau de scolarité	Chômeurs					
	Total		Hommes		Femmes	
	nombre	% ²	nombre	% ²	nombre	% ²
CANADA						
Total 25 ans et plus*	493 790	5 5	254 180	4 6	239 610	6 9
Moins d'une 9 ^e année	120 055	8 1	74 055	7 4	46 030	9 7
9 ^e -12 ^e années sans certificat d'études secondaires	119 640	6 3	58 420	5 2	61 215	7 8
9 ^e -12 ^e années avec certificat d'études secondaires	60 820	5 6	23 695	4 3	37 215	7 1
Certificat d'école de métiers uniquement	21 325	5 2	15 895	4 7	5 430	7 7
Autres études non universitaires sans certificat	29 055	5 7	13 450	4 9	15 640	6 7
Autres études non universitaires avec certificat d'une école de métiers	39 965	4 9	23 985	4 2	15 980	6 6
Autres études non universitaires avec "autre" certificat	32 420	4 0	10 435	2 7	21 975	5 1
Études universitaires sans certificat ou grade	14 925	4 8	8 230	4 0	6 695	6 3
Études universitaires avec certificat ¹	20 595	3 9	9 110	3 2	11 485	4 7
Études universitaires avec baccalauréat ²	27 620	3 2	13 025	2 4	14 575	4 6
Études universitaires avec diplôme en médecine	760	1 3	455	0 9	710	3 2
Études universitaires avec maîtrise	5 810	3 0	3 025	2 2	2 790	5 2
Études universitaires avec doctorat acquis	780	1 5	495	1 1	280	3 9

* À l'exclusion des pensionnaires d'institution

¹ Y compris certificat universitaire inférieur au baccalauréat, certificat d'école de métiers et certificat d'autres études non universitaires

² Le % de chômeurs représente la proportion de la population active totale sans emploi dans la catégorie du plus haut niveau de scolarité

Activité et scolarité L'activité est un autre paramètre socio-économique lié au niveau de scolarité. Il est préférable d'effectuer l'analyse de ce lien par groupe d'âge et par sexe puisqu'il existe des différences importantes entre les sous-groupes de la population. Le tableau 4 présente un aspect de l'activité — le nombre et le pourcentage de la population active de 25 ans et plus en chômage — selon le sexe et le niveau de scolarité. On observe une tendance linéaire générale à la baisse du chômage lorsque l'on va des plus bas niveaux de scolarité aux plus hauts. Il existe cependant des exceptions notables à cette tendance linéaire en ce qui concerne les personnes ayant entrepris des études à des niveaux plus élevés (à l'université ou dans d'autres établissements non universitaires) mais qui n'ont pu les mener à terme ou obtenir un certificat ou un grade. Dans ce cas, leur scolarité additionnelle incomplète ne semble pas les avoir favorisées sur le plan de l'emploi et de l'aptitude au travail en comparaison des personnes qui possèdent un niveau de scolarité inférieur mais achevé. Par exemple, les personnes ayant reçu une formation non universitaire partielle ont le même taux de chômage que les personnes qui ont obtenu un certificat d'études secondaires et n'ont pas poursuivi leurs études au-delà.

Le taux de chômage est plus élevé chez les femmes que chez les hommes, en général et pour chaque niveau de

scolarité. Aux plus hauts niveaux de scolarité (c'est-à-dire au niveau des diplômes universitaires), le taux de chômage chez les femmes de 25 ans et plus est presque deux fois plus élevé que celui chez les hommes. Dans les catégories des diplômes de médecine, des maîtrises et des doctorats acquis, le taux de chômage chez les femmes est plus du double de celui propre aux hommes. Ces taux plus élevés chez les femmes sont probablement dus à leur réintégration plus récente dans la population active.

Au total, il y avait presque 500 000 personnes de 25 ans et plus qui étaient en chômage dans la semaine précédant le 3 juin 1981. À peu près la moitié (49%) de ces personnes n'avaient pas atteint la 9^e année ou avaient fait des études secondaires incomplètes. On comptait 95 000 diplômés d'université de 25 ans et plus sans emploi, ainsi que 137 000 chômeurs qui possédaient une formation universitaire partielle ou une formation non universitaire.

Le tableau 5 présente les données relatives à l'activité et au niveau de scolarité du groupe d'âge 20-24 ans d'une façon légèrement différente. Il y a plus de détails au sujet de l'activité, en particulier au sujet du nombre de personnes inactives de ce groupe d'âge, et moins de détails en ce qui a trait aux diplômés universitaires (la plupart des personnes terminent en effet leurs études

TABLEAU 5 Activité des personnes de 20-24 ans, selon le sexe et le plus haut niveau de scolarité, Canada, 1981

Sexe et plus haut niveau de scolarité	Total*	Actifs				Inactifs
		Population active totale	Personnes occupées	Chômeurs		
				Nombre	%	
CANADA						
TOTAL 20-24 ANS	2 334 420	1 962 345	1 737 140	225 200	11,5	372 080
Moins d'une 9 ^e année	106 640	88 240	54 025	14 215	10,8	38 400
9 ^e -12 ^e année sans certificat d'études secondaires	615 715	435 990	419 970	66 020	13,6	125 725
9 ^e -12 ^e année avec certificat d'études secondaires	441 420	385 435	350 920	34 510	9,0	55 995
Certificat d'école de métiers uniquement	76 985	70 480	62 320	8 160	11,6	7 700
Autres études non universitaires sans certificat	227 315	192 655	170 445	22 210	11,5	34 655
Autres études non universitaires avec certificat d'une école de métiers	157 865	142 335	128 090	14 240	10,0	15 535
Autres études non universitaires avec "autre" certificat	233 985	211 735	193 310	18 420	8,7	22 265
Etudes universitaires sans certificat ou grade	204 845	174 945	156 825	18 320	10,5	29 895
Etudes universitaires avec certificat ¹	117 180	99 450	86 100	13 350	13,4	17 780
Etudes universitaires avec grade	151 295	131 055	115 335	15 750	12,0	20 205
HOMMES 20-24 ANS	1 166 870	1 060 510	939 030	121 475	11,5	166 365
Moins d'une 9 ^e année	59 635	47 425	37 515	9 910	20,9	12 910
9 ^e -12 ^e année sans certificat d'études secondaires	329 235	302 760	284 095	38 675	12,8	26 480
9 ^e -12 ^e année avec certificat d'études secondaires	194 445	184 120	168 105	16 015	8,7	10 325
Certificat d'école de métiers uniquement	46 480	44 105	39 180	4 910	11,1	2 370
Autres études non universitaires sans certificat	122 025	105 355	97 065	12 295	11,2	12 865
Autres études non universitaires avec certificat d'une école de métiers	98 700	93 725	75 640	5 085	9,7	4 970
Autres études non universitaires avec "autre" certificat	86 825	80 745	73 230	7 515	9,3	6 080
Etudes universitaires sans certificat ou grade	111 785	98 085	86 285	9 805	10,0	13 700
Etudes universitaires avec certificat ¹	56 110	48 445	41 815	6 630	13,7	8 260
Etudes universitaires avec grade	71 025	61 735	54 100	7 635	12,4	9 330
FEMMES 20-24 ANS	1 167 550	901 840	798 110	103 730	11,5	265 715
Moins d'une 9 ^e année	47 005	20 810	16 505	4 310	20,7	26 180
9 ^e -12 ^e année sans certificat d'études secondaires	286 480	183 230	155 890	27 430	15,0	103 250
9 ^e -12 ^e année avec certificat d'études secondaires	246 980	201 315	182 815	18 505	9,2	45 670
Certificat d'école de métiers uniquement	31 105	26 380	23 130	3 245	12,3	5 325
Autres études non universitaires sans certificat	105 290	83 300	73 385	9 915	11,9	21 990
Autres études non universitaires avec certificat d'une école de métiers	89 165	58 605	52 445	6 160	10,5	10 560
Autres études non universitaires avec "autre" certificat	147 160	130 985	120 085	10 905	8,3	16 170
Etudes universitaires sans certificat ou grade	93 025	76 855	68 335	8 520	11,1	16 200
Etudes universitaires avec certificat ¹	80 445	51 005	44 285	6 720	13,2	9 450
Etudes universitaires avec grade	80 260	69 350	61 235	8 115	11,7	10 910

* À l'exclusion des personnes de institutions.

¹ Avec certificat, tel référence aux certificats universitaires, aux certificats d'écoles de métiers et aux certificats d'autres études non universitaires.² Pourcentage de la population active totale (homme des personnes occupées et des chômeurs) sans emploi.³ La plupart des personnes de la catégorie "Inactifs" sont des étudiants, des personnes à la maison ou des travailleurs saisonniers en période creuse qui ne cherchent pas de travail, ainsi que des personnes qui sont dans l'incapacité de travailler pour cause d'invalidité ou de maladie prolongée.

universitaires de 2^e et 3^e cycle après 24 ans). Le taux de chômage pour ce groupe d'âge en juin 1981 était plus du double de celui des personnes de 25 ans et plus (11,5 et 5,5 respectivement). Il faut remarquer que le taux de chômage chez les étudiants à plein temps de ce groupe d'âge s'établissait à 17,6%, alors que le taux de ceux qui ne fréquentaient plus l'école était de 10,7% et le taux de ceux qui ne la fréquentaient qu'à temps partiel, de 7,0%. La plupart de ceux qui fréquentaient l'école à plein temps n'avaient joint que récemment la population active, parfois pour l'être seulement. Seulement 36% des 225.000 chômeurs du groupe 20-24 ans n'ont pas atteint la 9^e année ou ont effectué des études secondaires incomplètes contre 49% dans le groupe de 25 ans et plus. Cela signifie que les chômeurs de la cohorte des 20-24 ans ont en général un niveau de scolarité plus élevé que leurs homologues des cohortes plus âgées. Les différences s'observent surtout aux niveaux de scolarité intermédiaires. Ainsi, 15% des chômeurs du groupe d'âge 20-24 ans possèdent un certificat d'études secondaires contre 12% dans le groupe des 25 ans et plus, 8% ont effectué des études universitaires partielles sans obtenir ni certificat ni grade (il s'agissait probablement pour la plupart d'étudiants) contre seulement 3% dans le groupe des 25 ans et plus.

Globalement, les différences de taux de chômage selon le sexe à niveau de scolarité égal sont assez faibles en

ce qui concerne les plus jeunes cohortes. La plus forte différence concerne les inactifs. Sur un total de 1,167,000 hommes de 20 à 24 ans, il y en avait 106,000 (soit 9 %) d'inactifs, alors que sur un total de 1,168,000 femmes de 20 à 24 ans, il y en avait 265,000 (soit 23 %). Cette différence s'explique par le fait que de nombreuses femmes de ce groupe restent au foyer ou sont mères de famille. Quel que soit le taux de chômage, il semble qu'un assez forte proportion des hommes et des femmes de 20 à 24 ans ayant un niveau de scolarité relativement élevé étaient inactifs. Les tableaux suivants indiquent qu'environ la moitié des hommes et le cinquième des femmes de cette catégorie étudiaient à plein temps en 1980-81.

Fréquentation scolaire et caractéristiques associées

Cela mène à quelques brèves considérations sur certains des principaux aspects du recensement relatifs à la fréquentation scolaire et à ses effets sur le plan économique et social. La majorité des personnes de 15 à 24 ans qui fréquentent l'école ont dépassé l'âge de la fréquentation obligatoire qui varie de 15 à 16 ans à travers le Canada. Par conséquent, pour les personnes de 18 ans et plus, la fréquentation scolaire est surtout l'objet d'un choix en fonction de l'aptitude, des moyens, de la facilité d'accès, de l'emplacement et d'un certain nombre de facteurs sociaux ou culturels. Seules les

grandes lignes de ces aspects multiples sont abordées

D'abord, le tableau 6 fait état des variations régionales du taux de fréquentation scolaire exprimé par le nombre de personnes fréquentant ou ne fréquentant pas l'école pour 1,000 personnes du groupe d'âge (il s'agit en fait d'un pourcentage ou l'on aurait fait sauter le point décimal avant le dernier chiffre). On constate qu'il existe des variations considérables d'un groupe d'âge à l'autre, ainsi que d'une province ou d'un territoire à l'autre. Les plus grandes différences touchent les deux groupes d'âge qui suivent immédiatement l'âge limite de fréquentation obligatoire: 18-21 ans et 22-24 ans. Dans le premier groupe, les taux de fréquentation scolaire à plein temps varient d'un minimum de 197 (pour 1,000 personnes) dans les Territoires du Nord-Ouest à un maximum de 430 en Ontario. Cette province est d'ailleurs la seule à avoir maintenu un réseau d'enseignement primaire-secondaire de 13 années, ce qui n'est pas étranger à l'excellence de son taux de fréquentation. L'Île-du-Prince-Édouard suit l'Ontario de près avec un taux de 420, alors que le Yukon et Terre-Neuve précèdent les Territoires du Nord-Ouest avec des taux respectifs de 253 et 274. Dans le groupe d'âge 22-24 ou se trouve une large proportion de la population étudiante des 2^e et 3^e cycles, l'Ontario vient encore en tête avec un taux de 157 alors que Terre-Neuve ferme la marche avec un taux de 76. Pour ce qui est de la cohorte des 25-49 ans, les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique viennent en tête avec un taux de 28, alors que le Nouveau-Brunswick vient en queue avec un taux de 16.

Les taux de fréquentation scolaire à temps partiel varient également beaucoup suivant les régions. Dans tous les groupes d'âge de 18 ans et plus, c'est la Colombie-Britannique qui possède les taux de fréquentation scolaire à temps partiel les plus élevés (94 pour les personnes de 18 à 21 ans, 118 pour les personnes de 22 à 24 ans, 98 pour les personnes de 25 à 49 ans et 22 pour les personnes de 50 ans et plus).

L'Ontario suit avec un taux général de 63. Les Territoires du Nord-Ouest ont le taux général le plus bas (26), précédés par le Nouveau-Brunswick avec 29.

Les taux des groupes d'âge 25-49 ans et 50 ans et plus présentent un intérêt particulier du point de vue de l'éducation permanente. Ce secteur de l'éducation a récemment beaucoup retenu l'attention⁷, et les données du recensement peuvent servir à jeter quelque lumière sur l'ampleur de cette activité. Par exemple, d'autres données disponibles indiquent que 806,000 personnes de 25 ans et plus fréquentaient l'école à temps partiel en 1980-81. Sur ce total, 426,000 (53 %) étaient des femmes. De 1971 à 1981, la fréquentation scolaire à temps partiel pour ce groupe d'âge s'est accrue de 93 %. Pour ce qui est des femmes, l'augmentation était de 146 %. La majorité (83 %) des hommes inscrits à l'éducation permanente ont travaillé 40 semaines ou plus en 1980 et étaient occupés pendant la semaine précédant le 3 juin 1981. Pour les femmes, la proportion était de 58 %. Il y avait 66,000 femmes qui, ne travaillant pas et étant inactives en 1980, suivaient des cours réguliers ou des cours du soir à temps partiel. Il semble que pour un grand nombre de ces personnes, la fréquentation scolaire ait été perçue comme le moyen d'entrer ou de rentrer sur le marché du travail.

Les importantes variations des taux de fréquentation scolaire à plein temps et à temps partiel selon la province ou le territoire sont le signe non seulement de répartitions démographiques inégales et de politiques différentes en matière d'éducation, mais aussi d'attitudes sociales et culturelles dissemblables envers l'éducation parmi les sous-populations de ces régions. Le tableau 7 indique comment la fréquentation scolaire varie en fonction de trois paramètres socio-culturels: le lieu de naissance, l'origine ethnique et la religion. Il aurait été possible de présenter ces données sous forme désagrégée, c'est-à-dire par province. En fait, elle ne concernent que l'ensemble du Canada. En général, les résultats enregistrés au niveau national restent valables pour les provinces ou les territoires. Les chiffres

TABLEAU 6 Taux de fréquentation scolaire (par 1,000 habitants) par groupe d'âge, Canada, provinces et territoires, 1981

Fréquentation scolaire par groupe d'âge	Canada	T-N	I-P-E	N-E	N-B	Que	Ont	Man	Sask	Alb	C-B	Yukon	T-N-O
Taux par 1 000 habitants													
Fréquentant l'école à plein temps													
15 ans et plus	117	118	128	122	117	118	122	107	109	111	103	107	104
15-17	785	724	800	800	769	791	806	768	766	742	774	722	545
18-21	369	274	420	397	357	372	430	321	313	279	312	253	197
22-24	132	76	101	109	97	131	157	111	98	117	123	92 ^a	78 ^a
25-49	24	17	19	21	16	22	24	23	21	28	28	24 ^a	25 ^a
50 ans et plus	4	3	2 ^a	2	3	6	3	2	2	2	3	12 ^a	7 ^a
Fréquentant l'école à temps partiel													
15 ans et plus	58	30	34	33	29	57	63	47	45	60	70	46	26
15-17	12	15	15	9	8	10	11	11	13	16	19	27 ^a	21 ^a
18-21	62	44	43	36	34	54	64	60	51	73	84	45 ^a	32 ^a
22-24	99	55	73	60	49	96	111	89	78	97	118	60 ^a	41
25-49	84	41	50	50	44	85	94	71	70	79	95	58	29
50 ans et plus	17	4	8 ^a	9	7	15	21	12	15	17	22	11 ^a	8 ^a
Ne fréquentant pas l'école													
15 ans et plus	825	852	838	845	853	825	814	846	846	828	827	847	870
15-17	203	260	186	191	223	199	183	221	222	243	207	251	434
18-21	569	682	536	567	609	574	526	619	636	649	595	699	774
22-24	769	869	828	832	854	774	732	800	824	786	759	839	862
25-49	692	941	931	930	939	893	833	906	929	893	874	918	945
50 ans et plus	979	993	990	989	990	979	976	986	983	981	973	977	987

^a Taux fondés sur moins de 250 personnes au numérateur

TABLEAU 7 Taux de fréquentation scolaire à plein temps et à temps partiel (par 1,000 habitants), selon le groupe d'âge et certaines caractéristiques sociales et culturelles, 1981

Caractéristiques sociales et culturelles choisies	Fréquentation à plein temps		Fréquentation à temps partiel	
	15-19	20-24	20-24	25 ans et plus
	- Taux par 1 000 habitants -			
Total pour le Canada	659	186	89	58
Lieu de naissance				
Canada	655	180	86	57
États-Unis	716	218	88	58
Royaume-Uni	701	207	114	59
Autres pays d'Europe	641	174	93	40
Afrique	799	382	161	117
Asie	716	304	138	59
Origine ethnique				
Britannique	664	183	89	58
Français	647	162	76	54
Allemand	624	165	96	49
Italien	704	243	114	37
Ukrainien	648	169	99	49
Autochtone	487	105	50	37
Hollandais	651	179	97	58
Chinois	772	414	158	108
Juif	823	483	190	73
Scandinave	642	155	97	53
Religion				
Catholique romaine	656	177	84	55
Catholique ukrainienne	687	219	85	41
Fortis courants protestants	662	181	96	54
Orthodoxe orientale	657	239	96	40
Juive	829	472	131	74
Islamique	708	265	125	304
Hindoue	728	261	136	115
Sikh	688	153	89	51
Bouddhiste	704	319	165	101
Aucune préférence religieuse	619	205	109	97

qui paraissent à la ligne supérieure du tableau 7 correspondent aux totaux pour le Canada et représentent la moyenne ou la norme pour un groupe d'âge défini. En ce qui concerne le lieu de naissance, il est possible de prévoir que les taux relatifs aux personnes nées au Canada doivent être voisins de la moyenne nationale puisqu'environ 84 % des habitants du Canada y sont nés. Il s'avère cependant que ces taux sont légèrement inférieurs à la moyenne nationale. On observe les taux les plus élevés chez les personnes nées en Afrique suivis de près par les personnes nées en Asie. Pour ce qui est de l'origine ethnique, les taux de fréquentation à plein temps les plus élevés s'observent chez les personnes d'origine juive, les taux à temps partiel les plus élevés chez les personnes d'origine chinoise. Enfin, en ce qui a trait à la religion, c'est la religion juive qui correspond aux taux de fréquentation à plein temps les plus élevés, alors que les taux de fréquentation à temps partiel les plus élevés s'observent chez les Bouddhistes avec un taux de 155 dans le groupe d'âge 20-24 et chez les Hindoues avec un taux de 115 dans le groupe d'âge 25 ans et plus.

On a brièvement fait allusion au lien existant entre la fréquentation scolaire et l'activité pour la population de 25 ans et plus. Il apparaît que la majorité des adultes fréquentant l'école à temps partiel avaient un emploi et faisaient donc partie de la population active. La situation est un peu différente en ce qui concerne les groupes d'âge plus jeunes. Le tableau 8 indique l'activité selon le groupe d'âge (15-19 ans et 20-24 ans), le sexe et la fréquentation scolaire.

En examinant ces données, il ne faut pas perdre de vue la période de l'année scolaire pendant laquelle le recensement a eu lieu. La plupart des étudiants des

niveaux primaire et secondaire allaient encore à l'école au moment du recensement puisque la majorité de ces écoles ne ferment d'ordinaire leurs portes pour l'été qu'après le 31 mai. Par ailleurs, la plupart des étudiants qui fréquentaient les universités ou les collèges communautaires avaient terminé leurs cours depuis le début du mois de mai et même dans certains cas depuis la fin d'avril. Les données de l'enquête sur la population active (EPA) relatives à la proportion des personnes de ces groupes d'âge qui fréquentaient l'école pendant la semaine de référence de l'EPA (comprénant le 15^e jour du mois) d'avril à juin 1981 sont les suivantes, en ce qui concerne le groupe d'âge des 20-24 ans, le pourcentage décroît, passant de 14,9 % en avril à 6,0 % en mai et à 3,1 % en juin. Pour ce qui est des 15-19 ans, le pourcentage passe de 68,2 % en avril à 63,0 % en mai et à 43,3 % en juin. Ainsi, une plus grande proportion des 15-19 ans allaient encore à l'école au moment du recensement alors que la presque totalité des 20-24 ans étaient en mesure de joindre les rangs de la population active, ne fut-ce que pour l'été. Cela est particulièrement significatif en ce qui a trait aux données relatives au chômage, puisque ceux qui ont déclaré qu'ils cherchaient du travail ou avaient un emploi en vue tout en précisant qu'ils étaient indisponibles parce qu'ils fréquentaient l'école la semaine précédant le recensement, ont été exclus du nombre des chômeurs.

Le tableau 8 précise que le groupe d'âge 15-19 ans comptait 2,3 millions de personnes au total. Parmi elles, 1,1 million, soit 47 %, faisaient partie de la population active, la moitié d'entre elles ne fréquentant pas l'école. Quant au 1,2 million de personnes inactives, seulement 18 % d'entre elles ne fréquentaient pas l'école. Dans le même groupe d'âge, il y avait 167,000 chômeurs, ce qui représente 15,6 % de la population active de ce groupe.

TABLEAU 8 Activité des 15-24 ans selon le sexe, le groupe d'âge et la fréquentation scolaire, Canada, 1981

Sexe groupe d'âge et fréquentation scolaire	Total*	Actifs				Inactifs
		Population active totale	Personnes occupées	Chômeurs		
				Nombre	%†	
CANADA						
TOTAL						
15-19 ans	2 303 580	1 073 950	906 710	167 240	15,6	1 229 630
Ne fréquentant pas l'école	723 225	500 680	407 660	93 020	18,6	222 560
Fréquentant l'école à plein temps	1 517 725	524 165	456 890	67 290	12,8	993 545
Fréquentant l'école à temps partiel	62 630	49 085	42 160	6 930	14,1	13 530
20-24 ans	2 334 420	1 962 345	1 737 140	225 200	11,5	372 080
Ne fréquentant pas l'école	1 892 865	1 440 880	1 286 815	154 065	10,7	251 980
Fréquentant l'école à plein temps	433 430	327 275	269 775	57 505	17,6	326 445
Fréquentant l'école à temps partiel	208 125	194 185	180 550	13 635	7,0	10 845
HOMMES						
15-19 ans	1 175 100	571 575	485 185	86 385	15,1	690 535
Ne fréquentant pas l'école	374 065	275 855	224 520	51 335	18,6	98 205
Fréquentant l'école à plein temps	770 370	271 110	239 550	31 560	11,6	499 255
Fréquentant l'école à temps partiel	30 670	24 610	21 110	3 500	14,2	6 070
20-24 ans	1 586 870	1 060 510	939 330	121 475	11,5	596 365
Ne fréquentant pas l'école	819 430	772 470	688 875	83 595	10,8	46 980
Fréquentant l'école à plein temps	242 795	188 290	157 855	30 440	16,2	54 505
Fréquentant l'école à temps partiel	104 645	99 750	92 305	7 440	7,5	4 900
FEMMES						
15-19 ans	1 128 480	502 380	421 525	80 855	16,1	626 100
Ne fréquentant pas l'école	349 170	224 820	183 140	41 680	18,5	124 350
Fréquentant l'école à plein temps	747 355	253 065	217 335	35 730	14,1	484 285
Fréquentant l'école à temps partiel	31 950	24 485	21 045	3 440	14,0	7 490
20-24 ans	1 167 550	901 840	798 110	103 730	11,5	265 715
Ne fréquentant pas l'école	873 435	686 615	597 840	70 470	10,5	205 025
Fréquentant l'école à plein temps	190 630	136 985	111 920	27 065	19,5	51 645
Fréquentant l'école à temps partiel	103 485	94 440	88 250	6 190	6,6	9 045

* A l'exclusion des pensionnaires d'institution

† Pourcentage de la population active totale (somme des personnes occupées et des chômeurs) sans emploi.

‡ La plupart des personnes de la catégorie "inactifs" sont des étudiants, des personnes à la maison ou des travailleurs saisonniers en période creuse qui ne cherchent pas de travail, ainsi que des personnes qui sont dans l'incapacité de travailler pour cause d'invalidité ou de maladie prolongée.

d'âge. Dans ce sous-groupe, duquel ont été exclus la majorité des étudiants à plein temps encore à l'école au moment du recensement, 56 % ne fréquentaient plus l'école. En résumé, de nombreux étudiants du groupe d'âge 15-19 ans, encore à l'école au moment du recensement, comptent pour une large proportion des inactifs. En outre, l'existence d'étudiants plus âgés occupés qui pouvaient avoir fini l'école en mai accroît le pourcentage des étudiants à plein temps en comparaison des étudiants sans emploi.

Dans le groupe d'âge 20-24 ans, ces paramètres changent considérablement du fait de la plus faible influence de la fréquentation scolaire. Pour un même nombre de personnes (2,3 millions), il y en avait 2,0 millions, soit 84 %, qui faisaient partie de la population active, dont 73 % ne fréquentaient pas l'école. De plus, seulement 370 000 20-24 ans étaient inactifs, dont 68 % ne fréquentaient pas l'école.

La période du recensement a moins de conséquences sur les données relatives aux personnes qui ne fréquentaient pas du tout l'école ou la fréquentaient à temps partiel. En ce qui concerne les 15-19 ans, le taux de chômage de ceux qui ne fréquentaient pas l'école était très élevé (18,6 %), et un peu plus faible (14,1 %) chez ceux qui la fréquentaient à temps partiel. Quant aux 20-24 ans, le taux de chômage chez ceux qui ne fréquentaient pas l'école n'était plus que de 10,7 %, pour tomber à 7,0 % chez ceux qui fréquentaient l'école à temps partiel. Comme nous l'avons vu précédemment à propos des étudiants à plein temps de 15 à 19 ans, une proportion beaucoup plus grande d'entre eux vont encore à l'école et ne sont donc pas en mesure de travailler en juin. Leur taux de chômage est donc plus

faible que celui des 20-24 ans. Des juillet 1981, les données de l'EPA indiquaient un renversement de cette tendance correspondant à la fin de l'année scolaire pour le groupe d'âge le plus jeune.

Enfin, il est intéressant de considérer dans le tableau 8 le nombre de personnes inactives ne fréquentant pas l'école. Dans le groupe des 15-19 ans, il était de 223 000 (dont 44 % d'hommes) contre 252 000 (dont 19 % d'hommes) dans le groupe de 20-24 ans. Bon nombre de ces personnes, en particulier les hommes, se prépareraient à entrer ou à rentrer sur le marché du travail et auraient contribué à grossir le nombre de chômeurs s'ils l'avaient fait à un moment où la demande sur ce marché était faible.

Conclusion

Cet examen des principaux aspects des données du recensement de 1981 relatives à l'éducation a fourni des statistiques de référence sur certains liens socio-économiques de base qui existaient au Canada avant la période du recensement. Ces statistiques ont souligné que de façon générale la scolarisation et les facteurs tels que la mobilité, le revenu, l'activité et la profession sont en relation directe, et que plus haut est le niveau de scolarité, plus haut est le niveau de l'activité économique. Cependant, ces associations ont été examinées uniquement dans un contexte à deux variables, et l'on a par ailleurs remarqué qu'elles n'évoluaient pas toujours de façon linéaire. Le second objectif de cette étude sur les liens entre les facteurs économiques et l'éducation était d'encourager les questions, les investigations et l'utilisation ultérieure des données maintenant diffusées à travers les divers

bulletins et produits du recensement du Canada 1981 (voir ci-dessous)

Il est possible d'envisager deux directions possibles d'utilisation de ces données, d'abord un examen empirique plus poussé des relations temporelles et multivariées entre les variables, et ensuite l'exploitation de la possibilité qu'offre une telle analyse de produire des explications et des prédictions au sujet des processus socio-économiques en cours dans le cadre des changements importants et durables observés dans l'économie et la société

Notes Explicatives

¹ La *population active*, mensuel (71-001), Statistique Canada.

² La *Conjoncture économique*, mensuel, juin-septembre (13-004F), Statistique Canada, Volumes nos 6, 7, 8, 9, 1981.

³ Il y avait 370,000 personnes supplémentaires n'ayant pas atteint la 9^e année, mais ayant reçu un enseignement professionnel ou postsecondaire ultérieur

⁴ Deux études publiées antérieurement dans la *Revue statistique du Canada* traitent des diplômés d'université. Max von Zur-Meulhen, "Les détenteurs de doctorat au Canada", *Revue statistique du Canada*, juillet 1976 et W. G. Proot "Les diplômés des universités et leurs emplois: Changements durant les années 70 — Un résumé des principales constatations de l'étude", *Revue statistique du Canada*, avril 1983

⁵ Voir *Le Canada a jour Recensement de 1981*, 1^{er} mars 1983, pages 19-20, Population de 15 ans et plus, selon la formation professionnelle en 1971 et par certificat ou diplôme d'école de métiers en 1981. On remarquera que certains éléments de ces deux rubriques ne peuvent être comparés. Ainsi, certains cours (sciences infirmières, par exemple) qui relevaient de la formation professionnelle en mai 1971 peuvent être en 1981 plus volontiers associés aux certificats d'autres études non universitaires qu'aux certificats d'écoles de métiers.

⁶ Les faibles taux du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest sont attribuables à l'absence

d'établissements d'enseignement postsecondaire. En outre, certains étudiants originaires de ces régions peuvent avoir été recensés dans la province où ils poursuivaient leurs études, ce qui explique encore les faibles taux de fréquentation obtenus dans les Territoires

⁷ Par exemple, voir *The Globe and Mail* du 18 août 1983: "Continuing Education: Billions spent, yet programs fail adults in need"; "Failed predictions, while Ottawa pushes high-tech skills, the new jobs are elsewhere" et "Impetus grows for paid educational leave scheme"

Comment obtenir les données du recensement de 1981

Les données du recensement de 1981 ont paru dans de nombreuses publications. La *Série nationale* fournit les données relatives au Canada, aux provinces et aux territoires, la *Série provinciale* fournit des statistiques sur les comtés, les municipalités et les agglomérations métropolitaines et la *Série des profils* fournit des données détaillées pour des secteurs géographiques particuliers: circonscriptions électorales fédérales, régions métropolitaines de recensement, secteurs de recensement, etc.

Outre ces publications, des totalisations régulières et spéciales sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, microfiches, microfilms et bandes magnétiques. Des cartes et des documents de référence géographique accompagnent un grand nombre de données. Il est aussi possible d'accéder directement aux données par le biais du CANSIM, base de données ordinologiques et un système d'extraction de Statistique Canada

Pour obtenir un exemplaire de *Produits et services du recensement du Canada de 1981*, ou encore d'autres renseignements, prendre contact avec notre centre de référence régional le plus proche.

Recensement de la population de 1981 (partie 6) : changements observés au niveau du profil académique, du profil d'activité et du revenu de la famille, 1970-1980

* A. Rashid

Introduction

Dans le cadre des recensements de 1971 et de 1981, des données sur le revenu et d'autres caractéristiques des familles canadiennes ont été recueillies à partir d'un échantillon de ménages. Ces données se prêtent à de nombreuses analyses socio-économiques. Une étude des changements intervenus dans le revenu entre 1970 et 1980 révèle que non seulement le revenu moyen par famille a changé au cours de cette décennie mais que la famille canadienne a, elle aussi, subi de profondes modifications au cours de cette même période.¹ La présente analyse vise plus particulièrement les changements observés au niveau du profil académique et du profil d'activité des époux et épouses en relation au revenu de la famille.

Afin d'étudier en détail cette relation, on a adopté la méthodologie suivante :

- L'étude est limitée aux familles époux-épouse principalement ceux faisant parti de la population active. Premièrement, les familles monoparentales formant un groupe à caractéristiques uniques sont exclues. Dans la plupart d'entre elles, le chef de famille est une femme, avec de jeunes enfants, et l'apport de la famille à la population active se limite à ce seul parent. Deuxièmement, les familles ou l'époux et l'épouse sont d'un âge avancé sont également exclues. L'objectif de l'étude étant d'examiner l'activité professionnelle des deux conjoints, il a été décidé de ne prendre en compte que les familles où le mari et la femme sont des travailleurs potentiels. Aux fins d'exclusion, on a adopté la traditionnelle limite d'âge de 65 ans révolus pour l'époux.
- L'époux et l'épouse sont considérés comme des personnes qui travaillent s'ils ont déclaré un montant différent de zéro comme revenu tiré d'un emploi, c'est-à-dire provenant de salaires ou de traitements,

d'un travail autonome non agricole ou d'un travail autonome agricole. En outre, si au cours de l'année de référence, ils ont travaillé de 49 à 52 semaines, la plupart du temps à plein temps, ils sont considérés comme des travailleurs à plein temps toute l'année (TAPT), s'ils ont surtout travaillé à temps partiel 49 à 52 semaines, ou s'ils ont travaillé moins de 49 semaines, ils sont considérés comme des travailleurs à temps partiel (PATP).

- Les époux et épouses sont répartis en trois grands groupes selon le niveau de scolarité : ceux qui détiennent un diplôme universitaire, ceux qui ont un certificat d'études secondaires² et ceux qui ont atteint un niveau inférieur au certificat d'études secondaires.
- Pour être en mesure de faire des comparaisons en termes réels, les données sur le revenu de 1970 ont été réévaluées en dollars de 1980. De ce fait, tous les chiffres du revenu sont donnés en dollars constants (1980).

L'analyse porte en premier lieu sur les changements survenus au niveau du profil d'activité et du revenu. Suit un exposé des changements se rapportant au niveau de scolarité et au revenu, et pour finir, une évaluation des répercussions sur le revenu de la famille des changements observés relativement à l'activité et au niveau de scolarité.³

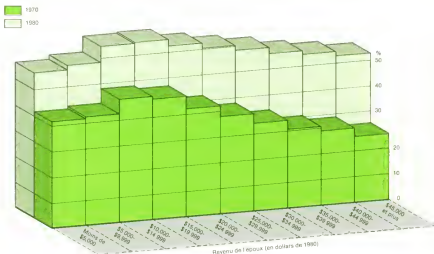
Profil d'activité et revenu de la famille

Le profil d'activité des familles a changé considérablement entre 1970 et 1980. Environ 97 % des époux travaillaient en 1970. Dix ans plus tard, ce pourcentage tombait à 94 %. Ce changement provient très probablement de la tendance à la retraite anticipée puisque cette baisse de 3 points touche exclusivement le groupe des époux travaillant à plein temps toute l'année. La répartition des données selon l'âge révèle que c'est le groupe des époux âgés de 60 à 64 ans qui

¹ A. Rashid est agent supérieur de recherche à la Division du revenu et des dépenses des consommateurs.

Figure 1

Pourcentage d'épouses occupées, selon le revenu de l'époux, 1970 et 1980



présente la plus importante chute du taux d'activité. Le taux de chômage plus élevé en 1980 peut avoir également été un facteur de la baisse générale du nombre d'époux occupés observée entre 1970 et 1980.⁴

Le changement le plus significatif qui se soit produit au cours de cette même décennie est la participation accrue des épouses à la population active. En 1970, plus de 56 % des épouses ne travaillaient pas. Dix ans plus tard, ce pourcentage n'atteignait plus qu'environ 39 %. Les dix-sept points de différence se répartissent à peu près également entre travailleuses TAPT et PATP. De 16 % de travailleuses TAPT et 27 % de travailleuses PATP en 1970, on est passé à respectivement 24 % et 37 % en 1980.

Dans le passé, il y avait un rapport négatif entre le revenu de l'époux et l'activité de l'épouse. Comme l'indique le diagramme 1, ce rapport existait encore en 1970 et en 1980 mais il s'est considérablement estompé au cours de la décennie. La courbe de 1980 est nettement moins prononcée que celle de 1970. Le pourcentage d'épouses occupées varie, selon le revenu de l'époux, entre 25 et 49 % en 1970. En 1980, les pourcentages les plus faibles et les pourcentages élevés atteignent 52 % en 1970 et 65 %. Au cours de la décennie visée, l'écart est donc passé de 24 à 13 points.

Le tableau 1 présente la répartition des familles

époux-épouse selon la combinaison des régimes d'emploi de l'époux et de l'épouse, en 1970 et en 1980. Au cours de la décennie, le nombre total de familles⁵ a augmenté de 20 %. Dans les neuf catégories figurant au tableau, la variation dans le nombre de familles est extrême puisqu'elle va de -25 à +190 %. Bien que les trois derniers groupes, époux sans aucun revenu d'emploi, indiquent des changements relatifs importants, leur incidence sur l'ensemble de la répartition est minime car ces trois groupes ne représentent qu'une très petite proportion de l'ensemble des familles. Des six autres catégories, les deux groupes qui ont accusé un recul au cours de cette décennie sont ceux des familles où l'époux travaillait mais où l'épouse ne travaillait pas. Ces deux groupes représentaient 54 % de l'ensemble des familles en 1970, en 1980, leur pourcentage était tombé à 35 %. En d'autres termes, comparativement à 12 % en 1970, il y avait en 1980, 18 % des familles où les deux conjoints travaillaient à plein temps toute l'année. Par ailleurs, en 1980, dans 28 % des familles, par rapport à 22 % en 1970, l'un des conjoints travaillait toute l'année à plein temps (TAPT) et l'autre pendant une partie de l'année seulement ou à temps partiel (PATP). De façon générale, en 1980, dans 3 familles sur 5, comparativement à 2 sur 5 en 1970, les deux conjoints faisaient partie de la population active occupée. L'accroissement du taux d'activité des épouses est donc à l'origine du changement important observé relativement au profil d'activité des membres de la famille.

Tableau 1 Nombre de familles avec époux de moins de 65 ans et revenu moyen de la famille, selon le régime d'emploi de l'époux et de l'épouse, 1970 et 1980

Régime d'emploi ¹	Répartition		Revenu moyen de la famille (en dollars de 1980)		Variation	
	1970	1980	1970	1980	Nombre ²	Revenu
	(en milliers)		\$		%	
Époux TAPT	403	903	29,708	38,130	83.2	28.4
Épouse TAPT	731	1,121	21,404	32,907	53.8	28.5
Époux ne travaillent pas	1,542	1,163	22,959	28,573	24.5	24.5
Époux PATP	151	253	23,447	30,149	67.1	28.6
Épouse TAPT	385	615	19,674	26,441	68.7	34.4
Épouse ne travaillant pas	655	549	16,982	22,058	96.1	29.9
Époux ne travaillent pas	15	44	15,419	21,075	189.7	36.7
Épouse TAPT	22	62	10,308	15,698	183.5	32.3
Épouse ne travaillant pas	195	195	7,643	11,043	95.2	44.5
TOTAL	4,073	4,907	22,503	29,484	20.5	31.0

¹ TAPT : Ayant travaillé 49-52 semaines surtout à plein temps

² PATP : Ayant travaillé 49-52 semaines surtout à temps partiel, ou moins de 49 semaines

³ Ont été calculés avant l'arrondissement des chiffres

Tableau 2 Répartition des familles selon le régime d'emploi de l'épouse et le revenu de la famille par tranche de revenu, 1970 et 1980

Revenu de la famille (en dollars de 1980)	Régime d'emploi de l'épouse ¹							
	Total des familles		TAPT		PATP		Ne travaillant pas	
	1970	1980	1970	1980	1970	1980	1970	1980
	%							
Moins de \$5 000	4.8	3.3	7	7	2.5	2.0	7.0	6.1
\$ 5,000 - \$ 9,999	9.2	5.3	2.4	1.2	7.1	4.4	12.2	8.7
10,000 - 14,999	15.3	8.6	6.5	3.5	13.6	8.4	16.7	12.1
15,000 - 19,999	20.5	12.5	13.7	6.8	21.5	12.5	22.0	15.9
20,000 - 24,999	18.0	13.5	21.1	11.6	21.3	16.1	15.5	17.2
25,000 - 29,999	12.3	14.5	21.3	15.1	14.2	15.8	8.8	12.9
30,000 - 34,999	7.6	12.2	14.7	16.1	8.1	13.0	5.3	9.0
35,000 - 39,999	4.3	8.8	3.2	13.6	4.4	9.0	3.2	5.6
40,000 - 44,999	2.5	6.1	4.6	10.1	2.5	6.1	2.0	3.7
45,000 et plus	5.4	13.4	6.8	21.2	4.8	13.0	5.3	8.8
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Nombre de familles (en milliers)	4,073	4,907	669	1,199	1,117	1,801	2,296	1,907
Revenu moyen	\$ 22,503	29,484	27,944	35,828	23,242	30,112	20,582	24,905
Revenu médian	\$ 20,055	26,713	26,315	33,430	21,155	27,133	17,696	21,870
Part moyenne du revenu gagnée par								
l'époux	\$ 17,831	21,268	15,848	19,946	17,136	21,431	18,738	21,946
l'épouse	\$ 3,290	6,351	10,506	14,216	4,883	7,044	281	754
les enfants	\$ 1,382	1,865	1,191	1,667	1,122	1,637	1,564	2,205

¹ TAPT : Ayant travaillé 49-52 semaines surtout à plein temps

² PATP : Ayant travaillé 49-52 semaines surtout à temps partiel, ou moins de 49 semaines

L'effet de l'activité de l'épouse sur le revenu de la famille ressort clairement des données du tableau 2. En 1980, la part du revenu de la famille gagnée par l'épouse qui a travaillé à plein temps durant toute l'année est en moyenne de \$14,200, par opposition à \$7,000 pour celle de l'épouse n'ayant travaillé qu'une partie de l'année ou ayant travaillé à temps partiel. De ce fait, pour ce qui est des familles où l'épouse ne travaillait pas, alors que le revenu moyen de l'époux et celui des enfants sont supérieurs, dans l'ensemble, le revenu moyen de la famille est de 17 % inférieur à celui des familles où l'épouse a travaillé une partie de l'année ou à temps partiel (PATP) et de 30 % inférieur à celui des familles où l'épouse a travaillé toute l'année à plein temps (TAPT).

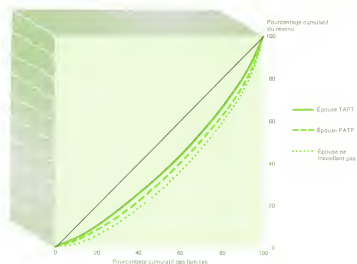
De plus, la comparaison des données de 1970 et de celles de 1980 indique que, dans les trois catégories, la

part du revenu de la famille gagnée par l'épouse a augmenté tandis que celles du mari et des enfants ont diminué mais que, dans tous les cas, les variations ont été très minimes. Par exemple, les épouses travaillant toute l'année à plein temps ont assuré 39 % du revenu de la famille en 1970 et 39.7 % en 1980. Toutefois, au niveau de l'ensemble de toutes les familles, la part moyenne du revenu de la famille gagnée par l'épouse s'est accrue, passant d'environ 15 cents en 1970 à 22 cents pour chaque dollar en 1980. Cette augmentation substantielle est due à l'accroissement général du nombre d'épouses occupées qui est passé de 44 % en 1970 à 61 % en 1980.

Signalons au passage que les changements relevés au niveau des revenus de l'époux et de l'épouse sont comparables à ceux que l'on a observés dans les revenus des hommes et des femmes au cours de la

Figure 2

Distribution en pourcentage cumulatif du revenu global des familles, selon le régime d'emploi de l'épouse, 1980



decennie visée. Alors que le revenu de la famille s'est accru de 31 % entre 1970 et 1980, le revenu moyen des époux occupés a augmenté de 21 % et celui des épouses occupées de 38 %.

Comme on pouvait s'y attendre, les répartitions des familles selon la taille du revenu de la famille diffèrent substantiellement selon le régime d'emploi de l'épouse. En 1980, seulement environ 1 famille sur 20 où l'épouse travaillait à plein temps toute l'année avait un revenu familial inférieur à \$15,000. Plus d'un quart des familles où l'épouse ne travaillait pas avait un revenu inférieur à ce niveau. À l'autre extrémité de l'échelle, 1 famille sur 5 où l'épouse travaillait toute l'année à plein temps avait un revenu de \$45,000 ou plus. La proportion correspondante n'est que de 1 sur 8 pour les familles où l'épouse travaillait pendant une partie de l'année ou à temps partiel, et de 1 sur 11 pour les familles où l'épouse ne travaillait pas.

Un aspect important de l'analyse du revenu concerne l'inégalité de la répartition du revenu. Le graphique 2 présente trois courbes de Lorenz donnant la répartition du revenu de la famille pour chacune des trois catégories : familles où l'épouse travaillait toute l'année à plein temps (TAPT), une partie de l'année ou à temps partiel (PATP), ne travaillait pas. L'axe horizontal représente le pourcentage cumulatif des familles de la catégorie en cause selon l'ordre de grandeur du revenu global de ces familles, tandis que l'axe verticale représente le pourcentage cumulatif du revenu global de

ces familles. Si toutes les familles recevaient une part égale du revenu, la courbe de Lorenz coïnciderait avec la diagonale. Plus la courbe s'éloigne de la diagonale, plus la répartition du revenu est inégale. À cet égard, le graphique indique clairement l'effet de la contribution de l'épouse. Des trois courbes, celle qui représente les familles où l'épouse travaillait toute l'année à plein temps est la plus proche de la diagonale tandis que celle qui représente les familles où l'époux ne travaillait pas en est la plus éloignée.

Le coefficient de concentration de GINI est une mesure synoptique de l'inégalité du revenu. Sa valeur varie entre 0 et 1 selon le degré d'inégalité. Dans le cas de la courbe de Lorenz, lorsque la courbe coïncide avec la diagonale, la valeur correspondante du coefficient de GINI est 0; elle est de 1 lorsque la courbe coïncide exactement avec l'axe X. Les valeurs obtenues pour les trois répartitions portées sur le graphique 2 sont les suivantes :

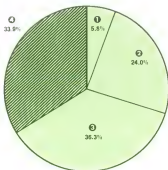
Type de famille	Coefficient de GINI
Épouses travaillant TAPT	.2421
Épouses travaillant PATP	.3003
Épouses ne travaillant pas	.3564

Ces coefficients soulignent clairement les différences substantielles qui existent dans la répartition du revenu selon le régime d'emploi de l'épouse.⁶

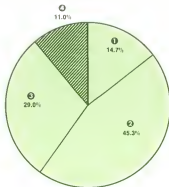
Figure J

Pourcentage de familles selon le niveau de scolarité de l'époux et de l'épouse, et le revenu de la famille, 1980

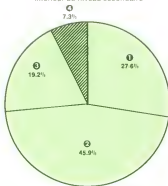
L'un des conjoints diplômé universitaire



L'un des conjoints diplômé d'études secondaires



Conjoints avec niveau de scolarité inférieur au niveau secondaire



- 1 Moins de \$15 000
- 2 \$15 000 — \$29 999
- 3 \$30 000 — \$44 999
- 4 \$45 000 et plus

Tableau 3 Nombre de familles et revenu moyen de la famille, époux âgés de moins de 65 ans, selon les niveaux de scolarité de l'époux et de l'épouse, 1970 et 1980

	Répartition		Revenu moyen de la famille (en dollars de 1980)		Variation	
	1970	1980	1970	1980	Nombre ¹	Revenu
	(en milliers)		\$			%
Epoux avec grade universitaire						
Epouse avec grade universitaire	81	217	39,980	44,996	168.5	12.5
Epouse avec diplôme d'études secondaires	201	337	37,686	42,775	68.2	13.6
Epouse sans études secondaires	51	51	34,196	39,055	0.5	16.8
Epoux avec diplôme d'études secondaires						
Epouse avec grade universitaire	29	100	32,390	36,718	245.3	13.4
Epouse avec diplôme d'études secondaires	657	1,493	25,624	30,076	127.2	17.4
Epouse sans études secondaires	462	735	22,926	27,470	63.6	19.8
Epoux sans études secondaires						
Epouse avec grade universitaire	11	20	28,953	37,649	88.3	30.0
Epouse avec diplôme d'études secondaires	561	569	22,093	27,629	1.5	25.1
Epouse sans études secondaires	2,021	1,364	18,829	23,927	32.5	27.1
TOTAL	4,073	4,907	22,503	29,484	20.5	31.0

¹ Ont été calculés avant l'arrondissement des chiffres

Niveau de scolarité et revenu de la famille

Le rapport entre la situation des membres de la famille par rapport à l'activité et le revenu de la famille est positif et a été exposé plus haut. Le rapport entre le niveau de scolarité et le revenu est également positif. Par exemple, le revenu moyen des familles où l'époux et l'épouse sont tous deux diplômés universitaires s'élevait à environ \$45,000 en 1980 comparativement à environ \$24,000 pour les familles où les deux conjoints n'avaient pas fait d'études secondaires.

Le diagramme 3 présente la répartition des familles selon le niveau de scolarité de l'époux et de l'épouse. Le contraste entre les familles où l'un des conjoints ou les deux ont un grade universitaire et celles où les deux conjoints ont un niveau de scolarité inférieur au niveau secondaire est spectaculaire. Dans le premier groupe, on compte environ 34 % de familles ayant un revenu de \$45,000 ou plus, tandis que 7 % seulement ont moins de \$15,000. La plupart de ces familles avec un niveau de scolarité élevée et un revenu faible sont en fait de très jeunes familles dont l'expérience dans la population active est probablement assez courte. Des familles où les deux conjoints ont un niveau de scolarité inférieur au niveau secondaire, seulement 7 % ont un revenu de \$45,000 ou plus mais plus d'un quart avait un revenu de moins de \$45,000 en 1980.

Le profil des familles selon le niveau de scolarité a subi de profonds changements entre 1970 et 1980. En 1970, 64 % de l'ensemble des époux et 62 % de l'ensemble des épouses avaient un niveau de scolarité inférieur au niveau secondaire. Dix ans plus tard, ces pourcentages tombaient respectivement à 40 et 44. Seulement 28 % des époux et 35 % des épouses avaient un certificat d'études secondaires en 1970; en 1980, près de la moitié de tous les conjoints avaient ce niveau de scolarité.

L'effet de ces changements sur le profil académique des familles ressort des données du tableau 3 qui présente la répartition des familles selon les niveaux de scolarité des deux conjoints. Comme nous l'avons déjà souligné, le nombre global de familles a augmenté de 20 % au cours de la décennie. Cependant, le nombre de familles où les deux conjoints ont un niveau de scolarité

inférieur au niveau secondaire accuse une baisse de 33 % tandis que le nombre de familles où l'un des conjoints ou les deux ont un niveau de scolarité secondaire ou supérieur a augmenté de façon significative.

L'incidence de ces variations sur le revenu de la famille est particulièrement intéressante. Le revenu moyen de la famille a augmenté de 31 % entre 1970 et 1980. Toutefois, la dernière colonne du tableau 3 indique que le taux d'augmentation du revenu de la famille est plus bas pour les neuf catégories de familles visées. En fait, les familles où les deux conjoints sont diplômés universitaires ont connu l'augmentation la plus basse, soit 13 pour cent, tandis que celles où les deux conjoints ont un diplôme d'études secondaires n'ont progressé que de 17 %. Que l'augmentation globale ait atteint 31 % est la résultante directe des différences dans la répartition des familles selon le niveau de scolarité en 1970 et 1980. Le pourcentage plus grand de familles qui ont déclaré des niveaux de scolarité élevés et, conséquemment, des revenus supérieurs en 1980, a porté l'augmentation moyenne globale au-dessus de celle de chaque groupe.

Activité, scolarité et revenu de la famille

L'effet combine de l'activité et du niveau de scolarité sur le revenu de la famille apparaît dans le diagramme 4. En 1980, le revenu moyen de la famille varie entre \$20,037, pour les familles où les deux conjoints ont un niveau de scolarité inférieur au secondaire et où l'un des deux seulement a pu travailler et \$52,786, pour les familles où les deux conjoints ont un grade universitaire et où les deux travaillent à plein temps toute l'année. Dans le cas des familles où aucun des conjoints ne possède de grade universitaire, le revenu est fortement influencé par le régime d'emploi du mari et de la femme. Dans l'ensemble, le revenu de la famille est susceptible d'être nettement supérieur à la moyenne lorsqu'au moins l'un des conjoints a un grade universitaire et que les deux travaillent, l'un au moins à plein temps toute l'année.

Il a été démontré que le revenu de la famille est relié positivement à la fois au régime d'emploi et au niveau de scolarité de l'époux et de l'épouse. Existe-t-il un lien

entre le régime d'emploi et la scolarité?

Traditionnellement, le taux d'activité des époux a toujours été très élevé et a peu varié avec le temps. En 1970, 97 % des époux de moins de 65 ans travaillent, en 1980, la proportion correspondante est de 94 %. La probabilité que leurs épouses travaillent est passée de 44 % en 1970 à 61 % en 1980. Toutefois, l'accroissement du taux d'activité des épouses est caractéristique de l'après-guerre. A l'encontre de ce qu'on relève dans le cas des époux, il y a une forte corrélation positive entre le niveau de scolarité de l'épouse et son activité. Comme il a été déjà souligné, les profils d'emploi ont changé de façon significative au cours des années 70 en raison de l'augmentation du nombre d'épouses dans la population active occupée, augmentation qui tient à deux facteurs. D'une part, on note une hausse générale du taux d'activité des épouses, d'autre part, leur niveau de scolarité s'étant amélioré de façon générale, ces dernières ont pris une place plus grande au sein de la population active occupée. Le graphique 5 illustre ce double phénomène. Pour les trois niveaux de scolarité choisis, la proportion des épouses qui travaillent a augmenté. Par suite de la hausse du niveau de scolarité, la courbe 1980 est décalée vers la droite par rapport à celle de 1970. La zone ombrée de l'augmentation représente l'incidence de l'amélioration du niveau de scolarité.

Donc, les facteurs de variation dans les revenus de la famille entre 1970 et 1980 comprennent, entre autres, des changements intervenus dans le profil d'activité et le profil académique des familles. Non seulement, au cours de la décennie étudiée, la somme de travail exécutée par la famille a augmenté, mais la qualité de ce travail (mesurée par le niveau de scolarité) s'est également améliorée. Aux fins d'évaluation de l'incidence de ces deux facteurs, on a établi les répartitions et les revenus moyens des familles pour 1970 et 1980 en fonction des caractéristiques suivantes

Régime d'emploi

- 1 Les deux conjoints ont travaillé 49-52 semaines, surtout à plein temps.
- 2 L'un des conjoints a travaillé 49-52 semaines, surtout à plein temps et l'autre a travaillé 49-52 semaines, surtout à temps partiel, ou moins de 49 semaines.
- 3 Les deux conjoints ont travaillé 49-52 semaines, surtout à temps partiel, ou moins de 49 semaines.
- 4 Toutes les autres familles

Niveau de scolarité

- 1 Les deux conjoints ont un grade universitaire
- 2 L'un des conjoints a un grade universitaire
- 3 Les deux conjoints ont un diplôme d'études secondaires
- 4 L'un des conjoints a un diplôme d'études secondaires
- 5 Les deux conjoints sans diplôme d'études secondaires

Afin d'estimer l'effet des changements intervenus selon

le régime d'emploi et le niveau de scolarité, on a adopté les variables suivantes :

- P_i = Pourcentage des familles en 1970 dans chacun des 4 groupes établis selon le régime d'emploi
- P_j = Pourcentage des familles en 1970 dans chacun des 5 groupes établis selon le niveau de scolarité
- P_{ij} = Pourcentage des familles en 1970 dans chacun des 20 groupes établis selon le régime d'emploi et le niveau de scolarité
- Y_i = Revenu moyen de la famille en 1980 dans chacun des 4 groupes établis selon le régime d'emploi
- Y_j = Revenu moyen de la famille en 1980 dans chacun des 5 groupes établis selon le niveau de scolarité
- Y_{ij} = Revenu moyen de la famille en 1980 dans chacun des 20 groupes établis selon le régime d'emploi et le niveau de scolarité

S'il n'y avait eu aucun changement dans les profils d'emploi entre 1970 et 1980, le revenu moyen de la famille en 1980 aurait atteint :

$$\sum (P_i) (Y_i) = \$28,058$$

S'il n'y avait eu aucun changement dans les profils académiques entre 1970 et 1980, le revenu moyen de la famille en 1980 aurait atteint :

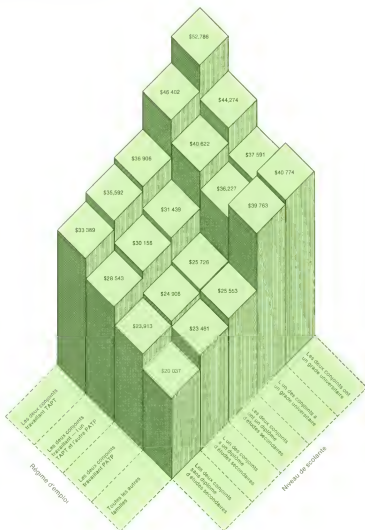
$$\sum (P_j) (Y_j) = \$27,471$$

S'il n'y avait eu aucun changement dans les profils d'emploi ni les profils académiques entre 1970 et 1980, le revenu moyen de la famille en 1980 aurait atteint :

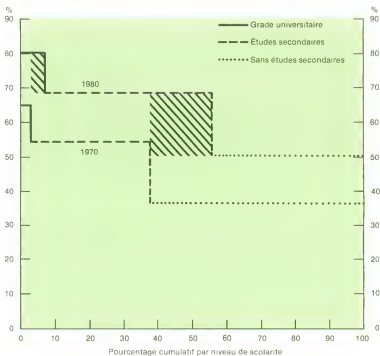
$$\sum (P_{ij}) (Y_{ij}) = \$26,675$$

Le revenu réel moyen de la famille est passé de \$22,503 en 1970 à \$29,484 en 1980. D'après les calculs ci-dessus, on estime à \$1,426 l'incidence des variations observées au niveau des profils d'emploi, ce qui est inférieur à celle des variations du profil académique, estimée à \$2,013. Cependant, il faut souligner que des changements à la fois négatifs et positifs se sont produits dans les profils d'emploi. Comme il a été signalé plus haut, il y a eu proportionnellement moins d'époux qui travaillaient à plein temps toute l'année en 1980 qu'en 1970. Lorsqu'on étudie la combinaison des deux variables, régime d'emploi et niveau de scolarité, afin d'évaluer les changements intervenus tout au long de la décennie, leur incidence se chiffre à \$2,800. Le revenu moyen de la famille s'est accru de \$7,000 entre 1970 et 1980. Environ deux-cinquièmes de cette augmentation ont pour origine l'accroissement du taux d'activité et l'amélioration du niveau de scolarité enregistrés pour les époux et les épouses.

Figure 4
Revenu moyen de la famille, selon le régime d'emploi et le niveau de
scolaire de l'époux et de l'épouse, 1980



pourcentage d'épouses qui travaillaient, selon le niveau de scolarité, 1970 et 1980



Conclusion

Au cours des années 1970, les profils d'emploi, particulièrement ceux des épouses, ont subi de profonds changements. Le pourcentage des épouses qui travaillaient est passé de 44 % en 1970 à 61 % en 1980. En 1970, dans 2 familles sur 5, les deux conjoints travaillaient tandis qu'en 1980, la proportion est de 3 sur 5. Globalement, les épouses contribuent à 22 % du revenu de la famille en 1980, comparativement à 15 % en 1970. Les familles où l'épouse travaille disposent de revenus nettement plus élevés que celles où l'épouse ne travaille pas.

Au cours de cette décennie, il y a eu également des améliorations importantes dans le niveau de scolarité de l'époux et de l'épouse. Un plus haut niveau d'études a stimulé la tendance générale vers un taux d'activité plus élevé chez les épouses. Les familles dont les conjoints sont plus instruits ont des revenus nettement plus élevés que les autres.

Le revenu moyen de la famille s'est accru de \$7,000 entre 1970 et 1980. On estime qu'environ deux-cinquièmes de cette augmentation proviennent des changements intervenus au cours de cette période dans le profil d'emploi et le profil académique des familles.

Renvois

¹ Série du contenu du recensement 1981, *Évolution des revenus au Canada, 1970-1980*, titre provisoire, n° 99-941 au catalogue.

² Cette catégorie inclut ceux qui détiennent un diplôme ou un certificat d'une école de métiers, non universitaires ou universitaires, inférieures au niveau du baccalauréat.

³ Pour les définitions du revenu, des sources de revenu et autres variables, consulter le *Dictionnaire du recensement de 1981*, n° 99-901 au catalogue. Les données sur le revenu de la famille tirées du recensement de 1981 sont publiées dans *Revenu, Familles de recensement dans les ménages privés*, n° 92-936 au catalogue.

⁴ À cet égard, il faut remarquer que les époux âgés de 60 à 64 ans dont les épouses recevaient des prestations de sécurité de la vieillesse, peuvent avoir été admissibles à l'allocation au conjoint en 1980, ce qui a pu contribuer, dans une faible mesure, à accroître dans cette tranche d'âge le nombre d'époux sans revenu

d'emploi.

⁵ Dans le présent rapport, le terme "famille" signifie la famille de recensement époux-épouse ou l'époux a moins de 65 ans.

⁶ Bien que cette analyse mette en évidence un groupe croissant de familles avec une faible inégalité de revenu, on ne peut s'appuyer sur ces résultats pour prédire un mouvement d'inégalité générale. Il est tout à fait possible d'avoir de faibles coefficients de GINI pour divers groupes de familles et d'obtenir pour l'ensemble des familles un coefficient beaucoup plus élevé. Dans le premier cas, la valeur du coefficient dépend de la variation au sein des groupes tandis que dans le second, elle est fonction de la variation entre les groupes. En outre, pour estimer la valeur de l'inégalité globale pour l'ensemble des familles, il faudrait prendre en compte les poids relatifs et les répartitions du revenu des familles d'âge avancé et des familles monoparentales.

Comment obtenir les données du recensement de 1981

Les données du recensement de 1981 ont paru dans de nombreuses publications. La *Série nationale* fournit les données relatives au Canada, aux provinces et aux territoires, la *Série provinciale* fournit des statistiques sur les comtés, les municipalités et les agglomérations métropolitaines et la *Série des profils* fournit des données détaillées pour des secteurs géographiques particuliers : circonscriptions électorales fédérales, régions métropolitaines de recensement, secteurs de recensement, etc.

Outre ces publications, des totalisations régulières et spéciales sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, microfiches, microfilms et bandes magnétiques. Des cartes et des documents de référence géographique accompagnent un grand nombre de données. Il est aussi possible d'accéder directement aux données par le biais du CANSIM, base de données ordinologiques et un système d'extraction de Statistique Canada.

Pour obtenir un exemplaire de *Produits et services du recensement du Canada de 1981*, ou encore d'autres renseignements, prendre contact avec notre centre de référence régional le plus proche.

10188-1

1010213892

[illegible]

